



**COMORES**  
Saïd Abdillah Saïd  
Ahmed à cœur  
ouvert



**BÉNIN**  
Les propositions  
d'Ajavon pour  
relancer l'économie

Togo

"Ces élections seront  
transparentes...!"

Arthème S. Ahoomey-Zunu,  
Premier ministre du Togo

M 04833 - 14 - F: 3,00 €





BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

## La Banque de la CEDEAO

*The ECOWAS Bank*

**Financement de projets**

*Project financing*

**Assistance technique**

*Technical assistance*

**Gestion de fonds spéciaux**

*Management of Special Funds*

Nous contribuons à l'essor économique de l'Afrique de l'Ouest à travers le financement des projets publics et privés de la CEDEAO et du NEPAD relevant des domaines du transport, de l'énergie, des télécommunications, de l'industrie, des services, de la réduction de la pauvreté, de l'environnement et des ressources naturelles.

*We contribute to economic development in West Africa by financing ECOWAS and NEPAD public and private sector projects relating to transport, energy, telecommunication, industry, poverty alleviation, the environment and natural resources.*

**[www.bidc-ebid.org](http://www.bidc-ebid.org)**

128 Boulevard du 13 janvier

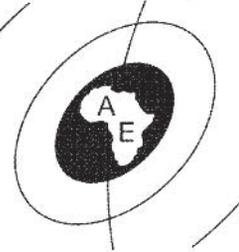
BP : 2704 Lomé-Togo

Tel. : + 228 22 21 68 64

Fax : + 228 22 21 86 84

[bidc@bidc-ebid.org](mailto:bidc@bidc-ebid.org)





Afrique Evenement  
19 rue Jules vallès  
91000 Evry  
Téléphone : (+33) 7 51 26 13 71  
e-mail: [afrique.evenement@yahoo.fr](mailto:afrique.evenement@yahoo.fr)

**Directeur Général**  
Daniel Segun DJAGOUÉ

**Directeur de Publication**  
Daniel Segun DJAGOUÉ

**Rédacteur en Chef**  
Thibault ADJIBODIN

**Ont collaboré à ce numéro**  
Wilfried D. CRECEL  
Habib HUSSEIN  
Justin MENDY

**Chroniqueur**  
Lionel PKENOU-CHOBLI

**Charger de Mission**  
Kelly Kamen SIBENOU  
Stéphane Kangni DJAGOUÉ  
Sikavi FEBON

**Conception**  
François AGOUDAVI

**Edité par :**  
AFRICA WORLDWIDE

# Un pape noir, s'il vous plaît, Seigneur !



**D**epuis l'annonce de la renonciation, le 11 février dernier, du pape Benoît XVI, l'Afrique rêve plus que jamais d'un souverain pontife noir africain. Une telle hypothèse est-elle possible ? Quelles sont les chances de voir les 117 cardinaux choisir parmi les Africains « papables » ? Une succession qui, en tout cas, n'en finit pas de susciter bien des débats et qui fait le bonheur des parieurs. Résultat attendu avant Pâques.

Avant son élection, celui qui était encore le cardinal Ratzinger avait lui même déclaré qu'un pape originaire du continent serait un signe positif pour le catholicisme. L'Afrique connaît en effet la plus forte augmentation de fidèles et de vocations sacerdotales depuis plusieurs années. On y recense 15,55% des catholiques dans le monde, soit environ 160 millions de personnes, tandis que leur nombre ne cesse de diminuer en Europe. Mais un pape africain ne serait pas une première pour l'Église, qui a déjà eu à sa tête des berbères. Victor Ier, né dans l'actuelle Tunisie, a été évêque de Rome et, à ce titre, a gouverné l'Église romaine pendant une dizaine d'années à partir de 189. Miltiade (ou Melchiade), né en Afrique du Nord, a été pape de 311 à 314, puis Gélase Ier, de 492 à 496. En revanche, un pape noir serait un événement sans précédent.

Un pape africain, un Noir, sur le siège de Saint-Pierre ? Ce n'est pas la première fois que la question se pose. Ce fut le cas en 1978, lors du décès de Jean-Paul Ier. Le prélat béninois Bernardin Gantin faisait partie des papabili. Mais le conclave élit finalement le Polonais Karol Wojtyła. À la mort de ce dernier, en 2005, les Africains reprirent espoir : et si le tour du Nigérian Francis Arinze était venu ? Las, ce fut l'Allemand Joseph Ratzinger qui fut élu.

Cette fois ci les noms du Ghanéen Peter Turkson, du Nigérian John Onaiyekan et du Guinéen Robert Sarah sont les plus cités pour prendre la suite de Benoît XVI. Polyglottes, ces éminents intellectuels de la

curie romaine remplissent tous les critères pour prendre la tête de l'Église catholique, qui compte 1,2 milliard de fidèles à travers le monde. Le Nigérian Francis Arinze (préfet émérite de la Congrégation pour le culte divin et la discipline des sacrements depuis 2008) est aussi très populaire mais à 80 ans, il n'est plus électeur et bien qu'éligible, son âge avancé reste un obstacle pour succéder à Benoît XVI qui a souhaité voir un « jeune » pape prendre sa suite. Il en est de même pour Bernard Agré (archevêque émérite d'Abidjan), Alexandre do Nascimento (archevêque émérite de Luanda), Joseph Medardo Mazombe (archevêque émérite de Lusaka), Alexandre José Maria dos Santos (archevêque émérite de Maputo) et Emmanuel Wamala (archevêque émérite de Kampala).

Pour être élu, le futur pape doit recueillir la majorité des deux tiers des suffrages d'un collège constitué des cardinaux qui ont moins de 80 ans à la date de la renonciation ou de la mort du précédent évêque de Rome. Benoît XVI avait dû attendre quatre tours d'élection. Jean-Paul II, sept. Or ce collège de cardinaux est constitué majoritairement d'Européens (en particulier d'Italiens).

Onze cardinaux africains électeurs et éligibles prendront part au prochain conclave : Peter Kodwo Appiah Turkson (Ghana), Robert Sarah (Guinée), Laurent Monsengwo Pasinya (RDC), Polycarp Pengo (Tanzanie), John Onaiyekan (Nigéria), John Njue (Kenya), Wilfrid Fox Napier (Afrique du Sud), Théodore-Adrien Sarr (Sénégal), Anthony Olubunmi Okogie (Nigéria), Antonios Naguib (Égypte), Gabriel Zubeir Wako (Soudan).

Un pape noir redonnerait à l'Église un éclat mondial considérable, comparable à celui produit pour la démocratie par l'élection d'Obama.



# Sommaire

## la politique

- 06 Afrique**  
Panorama d'un continent qui gagne de mieux en mieux en confiance
- 08 Mali**  
Au nom de l'amitié, de la solidarité et de la sécurité pour tous !
- 10 Togo**  
Interview du Premier ministre Arthème S. Ahoomey-Zunu
- 16 Réseaux sociaux et gouvernance politique**  
Guillaume Soro et les ntic
- 19 Comores**  
Interview de de Saïd Abdillah Saïd Ahmed
- 22 Madagascar**  
Andry Rajoelina renonce à se présenter à la présidentielle



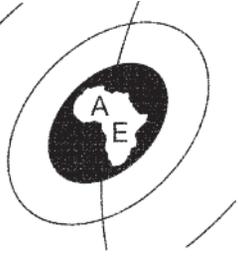


## l'économie

- 24 Foire Internationale de Lomé**  
Interview de Kuéku Banka Johnson
- 26 Bénin**  
Les propositions du Président Ajavon pour relancer l'économie béninoise
- 27 FOPAO**  
L'interlocuteur des organisations sous-régionales
- 28 Loterie nationale du Bénin**  
Vers les sommets de la performance

## Divers

- 30 Chronique de Chobli**  
L'emploi des jeunes en Afrique : «Potentiel, problèmes et Solutions»
- 32 Bénin / Tourisme**  
Un tour au " Millénium Popo Beach Hôtel "
- 34 Gabon / Evènement**  
New York Forum Africa



# Panorama d'un continent qui gagne **de mieux en mieux en confiance**



Photo de famille du dernier sommet de l'UA

**Placés à de hautes instances de décisions, les dirigeants africains, à la tête de l'Union Afrique (Benin), du Conseil de sécurité de l'Onu en tant que membres non permanents (Togo), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'ivoire), prouvent, en toute efficacité, qu'ils sont en mesure de gérer les affaires d'un continent, voire du monde entier. Analyse à mi-chemin ...**

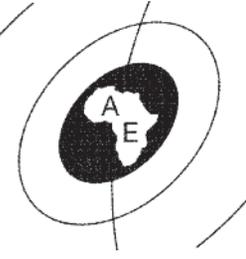
**Thibault ADJIBODIN**

L'Afrique doit avoir désormais sa place dans les grandes instances de décision comme le Conseil de Sécurité, Fmi, Banque mondiale. Elle veut désormais parler d'égal à égal. 2015 est la date butoir pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Après plus d'un demi-siècle

d'indépendance, l'Afrique mérite qu'on lui fasse confiance mieux que par le passé, pour le fait que nombre de ses dirigeants placent la question du développement au centre des débats. Confiance à l'Afrique oblige ! Après cinquante trois ans d'exécution de programmes conçus loin des capitales africaines, il convient que l'Afrique

prenne en main sa destinée...

Jusqu'à quand le monde tardera-t-il à ne plus infantiliser l'Afrique ? Pour être juste, la responsabilité est partagée. Dès lors que les pays africains devraient calquer leur organisation sociétale sur le modèle de l'occident, au risque de se voir rejeter par le reste du monde. Le niveau actuel de développement de la



## > AFRIQUE

Chine autrefois loin derrière les pays africains, suffit pour dire que nos États devraient être logés à la même enseigne, voire mieux, s'ils n'avaient pas été pendant longtemps le champ d'exploitation de l'occident. Les États africains ont tous subi le même sort : le diktat de l'occident. Les faits nous en donnent raison aujourd'hui encore.

Subissant par effet de ricochet les conséquences de la crise économique et financière qui frappe les pays occidentaux depuis plus de deux ans, les pays africains ne sont pas parvenus à résorber la question de la cherté de la vie. Ce qui n'est pas la réalité en Chine. Sur le continent, les populations finissent peu à peu à se résigner. Quant aux gouvernements, ils abdiquent de leurs audaces face à toutes crises économiques. Or devant cette problématique de la vie chère, ces gouvernements doivent opérer eux-mêmes des réformes tant économiques que sociales au lieu de suivre à la lettre quelques prescriptions des institutions de Bretonwood. Ce n'est qu'à ce prix qu'une nation peut se frayer son chemin de développement. A juste titre, élu président de l'Union Africaine en janvier 2012, le Chef de l'État béninois, le docteur Thomas Boni Yayi aura mis son leadership au service du développement de l'Afrique, en tenant partout où il est passé le langage d'émergence. Un mandat fructueux qui a prouvé aux yeux du monde que les africains peuvent résoudre d'abord par eux-mêmes leurs crises quel qu'en soit la nature, en mettant la problématique du développement au centre de tous les débats. L'aide de partenaires occidentaux ne sera qu'un appui des amis de l'Afrique. Ce qui justifie le plaidoyer de Yayi Boni pour une gouvernance du monde basée sur la responsabilité partagée. Un plaidoyer qui milite en faveur d'une représentativité plus accrue de l'Afrique dans les instances de gouvernance du monde (Conseil de Sécurité, Fmi, Banque mondiale etc). Au vu de plusieurs élections tenues en Afrique en 2012, sans crise entretenue, l'on peut affirmer que le président sortant de l'Union Africaine n'a pas prêché dans le désert. Les africains démontrent leur attachement aux

vertus de la démocratie. Comme pour apporter de l'eau au moulin de Yayi Boni, son homologue du Togo voisin, le président Faure Gnassingbé a présidé avec brio le Conseil de sécurité de l'Onu, confirmant ainsi que l'Afrique mérite plus que des sièges de membres non permanents au Conseil.

En 2012, l'Union Africaine a dû déculper ses énergies pour sauver la paix dans les zones de tension comme la RDC-Kinshasa, la Somalie et dans la zone mi-paix mi-guerre des deux Soudan. Et en matière de résolution des conflits, on notera aussi les avancées enregistrées par la Côte d'Ivoire en matière d'apaisement et de relance des activités économiques et financières. Mieux le processus de réconciliation y suit son cours. Toutefois, aux bonnes intentions du président Alassane Ouattara de reconstruire le pays en réconciliant les Ivoiriens s'ajoute l'impératif de justice qui oblige à l'arrestation et à l'extradition des pro-Gbagbo ayant joué un rôle dans la crise ivoirienne. Dans le même temps, le procès de l'ex-président a enfin démarré à la Haye. Par ailleurs, le président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest M. Alassane Ouattara devra faire face à la situation de la sous-région où la crise malienne a fait du tort à la démocratie dans ce pays.

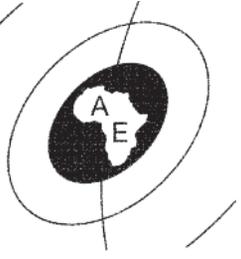
Au plan économique et monétaire, les Chefs d'États de l'UEMOA ont renouvelé au président Faure Gnassingbé son mandat à la tête de l'union, pour son efficacité, et c'est sous sa présidence que la zone UEMOA a célébré le cinquantième anniversaire de la BCEAO avec à la clé le lancement d'un nouveau billet de cinq cent franc. Pendant ce temps, en Afrique centrale, la zone CEMAC a célébré son quarantième anniversaire, en terre équato-guinéenne. Laquelle terre a également offert son hospitalité à la rencontre des pays ACP, dont les conclusions sont fort éloquentes. Pour la première fois, les africains ont dit niet à l'unanimité aux APE que l'Organisation mondiale du commerce tente de leur imposer.

Au Maghreb la démocratie fait ses premiers pas avec l'élection du premier

président démocratiquement élu en Egypte en la personne de Mohamed Morsi ; un apprentissage difficile parsemé d'intrigues politico-judiciaires. Pourvu que les valeurs démocratiques y prennent pied pour un changement viable.

2015 est la date butoir pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Les défis que doivent relever l'Afrique pour être au rendez-vous de l'histoire sont énormes. Outre la pauvreté, elle doit faire face à des crises sur le continent. Heureusement que la nouvelle année s'ouvre avec la reconquête du Nord-Mali et l'accord de Libreville entre le pouvoir centrafricain et la rébellion. Le principal défi de l'Afrique, c'est de réussir à éteindre durablement tous ses foyers de tensions. Dans l'instabilité, l'Afrique ne peut pas espérer une émergence réelle. De la Somalie en passant la RDC jusqu'au Nord-Mali, il reste à faire, cri de cœur oblige, pour que la paix s'installe.

En 2013, le combat des africains pour l'émergence doit se poursuivre. L'année qui s'ouvre devra être plus fructueuse, tant le discours souvent tenu depuis un bon moment par les partenaires au développement augure d'une ère nouvelle. L'Afrique est appelée à se prendre en charge. Déjà sur le continent des voix s'élèvent pour une gouvernance plus équitable du monde. Et l'Afrique doit avoir sa place dans les grandes instances de décision. Elle veut désormais parler d'égal à égal. L'occident se doit donc plus que jamais de vouer à ce continent le respect dû à son rang non seulement pour avoir été le berceau de l'humanité, mais aussi pour ses avancées démocratiques enregistrées. Puisse les propos du président Hollande tenus à Dakar et à Alger refléter le vrai visage des rapports entre l'Afrique et ses partenaires et amis que sont la France, les USA, l'Allemagne, l'Union Européenne, l'ONU, le Conseil de Sécurité, l'OMS, la Banque Mondiale, le FMI... Le modèle de la démocratie dans les pays anglophones du continent et dans certains pays francophones comme le Bénin, le Sénégal suffit pour faire confiance à l'Afrique.



> MALI

# au nom de l'amitié, de la solidarité et de **la sécurité pour tous !**

**Le Mali a été pendant plus de deux décennies un exemple de démocratie en Afrique. Il compte une diaspora efficace de ses fils et filles, de part le monde entier, présentant en l'occurrence une forte présence en Europe.**

Thibault ADJIBODIN

**E**n vérité, ceux qui voient l'intervention de la France aux côtés du Mali dans la guerre qui oppose ce pays de l'Afrique de l'ouest aux islamistes et djihadistes sous l'angle d'un néocolonialisme n'ont pas tort ; car cet interventionnisme est tout à fait contraire à l'habitude de la France, beaucoup plus encline à une participation discrète et indirecte aux côtés des ses anciennes colonies d'Afrique. D'ailleurs cela remonte à plus de trente années, ce genre d'intervention à visage découvert aux côtés d'un pays d'Afrique (c'était dans l'ex Zaïre).

Le contexte aujourd'hui est différent d'il y a plus d'un demi-siècle. Mieux, les jeux et les enjeux avoués comme inavoués sont tous autres. Au décryptage des faits, c'est au nom de l'amitié séculaire, de la solidarité et de la sécurité pour tous que la France et ses alliés de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, en particulier le Tchad, prennent part, à juste titre, à cette guerre sahélienne qui nous interpelle tous. Les liens d'amitié qui existent entre la France et le Mali remontent, il est vrai, à l'époque coloniale. Cela ne suffit pas pour prêter des intentions néocolonialistes à la France. Celle du socialiste François Hollande qui n'est point favorable à la Françafrique. Cette France d'aujourd'hui respectueuse de la souveraineté de ses amis. Cette France d'aujourd'hui qui reste fidèle à cet esprit là. Sous tous les cieux, les bons compagnons se doivent une assistance mutuelle. Tenez, le vieux dicton nous enseigne que « c'est dans le malheur



DR François Hollande accueilli à Bamako par Diacounda Traoré

qu'on connaît ses vrais amis ! » La France a l'obligation de solidarité envers ses amis. Encore mieux les Africains entre eux ! Un illustre Chef d'Etat de la sous région, de son vivant disait : « lorsque la case de ton voisin brûle, dépêche-toi pour l'aider à l'éteindre ; sinon elle risque de brûler jusqu'à chez toi ». Gnassingbé Eyadéma, le père, a raison. Voici donc le moment, plus que jamais, de faire preuve de solidarité envers le Mali. C'est bien pour cette raison que l'Union Africaine lors de son dernier sommet, fin janvier, a salué l'intervention de la France au Mali tout en votant une modique enveloppe pour sortir le pays de l'ornière.

Pour éviter que leurs propres cases brûlent à partir de la situation au Mali, les Africains et les Français ont intérêt à éteindre rapidement le feu malien. Plusieurs politologues, en l'occurrence, le béninois Moïse KERÉKOU, spécialiste des questions du monde arabe, se prononçant sur les enjeux

internationaux de la bande-saharo-sahélienne, ont attiré l'attention de la communauté internationale sur les conséquences d'une guerre au Mali. Une guerre qui pourrait embraser tout le Sahel, et par ricochet, la Méditerranée ; et donc...!

C'est dire donc que personne n'est à l'abri si le Sahel s'embrase. Et la France et ses pays limitrophes devraient en tirer de lourdes tribus. A priori, la facture de cette guerre sera colossale. Tous : pays occidentaux, amis du Mali, les USA, l'Onu, le FMI, la Banque Mondiale etc., devront mettre tout en œuvre pour sauver le Sahel, non seulement en rétablissant l'intégrité territoriale malienne, mais aussi en planifiant un développement durable du pays, notamment le nord longtemps oublié, en menant une politique de réinsertion des indépendantistes et en rétablissant l'ordre constitutionnel. Au nom de l'amitié, de la solidarité et de la sécurité pour tous.

# PORT AUTONOME DE LOMÉ



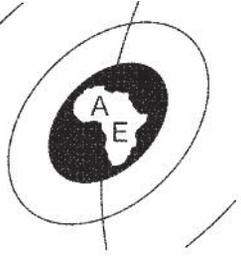
## La passion de l'efficacité



- Port en eau profonde : 14 mètres
- Des capacités d'accueil variées : un quai conventionnel, un terminal à conteneurs, un quai pétrolier, un quai minéralier et un port de pêche
- Un grand domaine portuaire : 900 hectares
- 150.000 m<sup>2</sup> de magasins et plus de 300.000 m<sup>2</sup> de terre-pleins
- 600.000 m<sup>2</sup> d'aires d'entreposage des véhicules
- 40.000 m<sup>2</sup> dédié au Terminal du Sahel pour les véhicules et camions à destination du Burkina Faso, du Mali et du Niger
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés
- Un port sûr et sécurisé conforme aux normes du Code ISPS
- D'importants projets de développement : construction d'un 3<sup>ème</sup> quai de 450 m et 15 mètres de profondeur, la réalisation d'une darse de 1050 mètres de longueur de quai et 16,60 m de profondeur pour l'implantation d'un nouveau terminal à conteneurs.

BP 1225 Lomé Togo - Tél : +228 22 23 77 00/22 23 78 00/22 27 47 42  
Fax : +228 227 27 26 27 / 22 27 02 48 - E-mail : [togoport@togoport.tg](mailto:togoport@togoport.tg) Site web : [www.togoport.tg](http://www.togoport.tg)





# Interview du Premier ministre **Arthème S. Ahoomey-Zunu**

**Réussir les élections législatives de 2013 comme celles de 2007 et la présidentielle de 2010. Telle est l'ambition du Premier ministre Togolais Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu dont le gouvernement s'attèle à créer les conditions de transparence, d'équité et de crédibilité de ces élections.**

Propos recueillis par Daniel DJAGOUE et Thibault ADJIBODIN

*Afrique Evenement : Excellence, bonjour ! Si on vous demandait comment se porte le Togo à ce jour, que diriez-vous Arthème S. Ahoomey-Zunu :* Le Togo se porte bien, comme la plupart des pays africains qui font des efforts et avancent. Contrairement à ce que certains peuvent véhiculer comme image de notre pays, c'est un pays qui progresse aujourd'hui. C'est vrai que nous venons de très loin, et pour cette raison, les efforts ne peuvent pas être perçus assez rapidement. Nous avons connu des difficultés politiques dans les années 90, et nous avons commencé à nous en sortir depuis 2005. Cela veut dire que nous continuons à progresser et nous faisons de grandes avancées, tant sur le plan politique, économique que social. Pour preuve, les libertés publiques sont protégées dans le pays, elles s'élargissent même. Sur le plan économique, nous avons fait beaucoup d'efforts grâce aux réformes. Dans la santé et dans l'éducation, le Gouvernement a également enregistré une somme d'avancées. Ceci dit, il y a encore d'énormes efforts à faire pour que les populations sentent beaucoup plus qu'avant les résultats de ces efforts ; et c'est sur ce point que s'orienteront les actions du Gouvernement dans les prochains mois.

*Peut-on avoir une idée du bilan de vos actions à ce jour ?*

Nous ne sommes pas encore à une phase de bilan, mais nous constatons qu'au cours de ces derniers mois, nous avons réengagé le dialogue politique, même si nos partenaires politiques n'ont

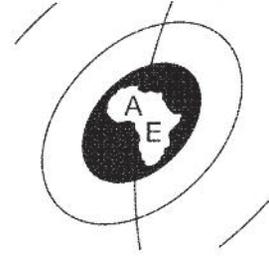


Arthème S. Ahoomey-Zunu

pas toujours répondu au niveau où nous aurions souhaité. Toutefois, nous continuons à tendre la main parce que nous considérons que le dialogue est un axe stratégique de la gestion du pays. Nous avons fait des efforts d'amélioration dans plusieurs domaines, dont ceux de la politique en général, du climat des affaires, de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Mais, nous ne sommes pas dans une démarche qui consiste à faire un retour

sur nous, tous les trois jours, mais plutôt dans une démarche qui consiste à avancer conformément à la feuille de route qui nous a été tracée par le Chef de l'Etat. Sur ce point, je pense que toutes les actions que nous devrions mener au cours de cette période ont connu un bon début de réalisation.

*Conformément à votre feuille de route, vous avez initié un dialogue qui a abouti à un Code électoral largement*



> TOGO

*approuvé par les parties prenantes. Les radicaux de l'opposition refusent de prendre part et au dialogue et aux législatives. Pire, l'opposition a claqué la porte au dernier dialogue à mi-novembre, prétextant un ordre du jour qui ne lui correspond pas. Quelle appréciation faites-vous de cette situation ?*

L'attitude des acteurs politiques qui n'ont pas voulu répondre, d'abord, à la première invitation, mais qui sont venus à la deuxième ou à la troisième invitation et qui sont partis un peu avant la fin des discussions, nous donne le sentiment que nous avons encore beaucoup d'efforts à faire ensemble pour créer un meilleur climat de confiance. Mais je regrette le fait que nous n'avons pas pu tous tirer les leçons des vingt dernières années de la vie politique de notre pays, qui ont été des années difficiles, des années de conflits stériles. Nous devons en tirer de bonnes leçons et comprendre que nous avons intérêt à mieux nous entendre, à continuer à nous parler et à nous faire confiance. Cela m'attriste beaucoup que certains acteurs politiques pensent encore que c'est par la surenchère, par les excès, par les outrances politiques que nous allons régler nos problèmes. Moi, je pense que c'est par l'apaisement, par le consensus, par la modération, par la volonté de rapprocher les points de vue que nous allons y arriver. Et je souhaite que la raison gagne rapidement l'ensemble des acteurs et que nous puissions nous retrouver sur d'autres sujets. Mais ceci dit, nous devons avancer et le Gouvernement n'a pas de raison particulière d'attendre pour régler un certain nombre de problèmes, y compris l'organisation des élections.

*Comment comptez-vous relancer les pourparlers ?*

Il n'y a pas de raison particulière de relancer tel ou tel dialogue, mais il y a des sujets qui sont importants pour nous et qui nécessitent qu'à un moment donné, nous nous retrouvions. Nous apprécions ces choses dans le cadre d'un timing bien précis et le Gouvernement fera appel aux uns et aux autres au moment venu. Ceci dit, nous avons toujours affirmé que le dialogue est permanent et, dans cette optique, il n'y a pas d'agenda particulier mais nous



Le Président Faure Gnassingbé et le Premier ministre Arthème Ahomey-Zunu

continuons à avancer sur tous les sujets qui concernent la classe politique.

*L'opposition parle de dix-huit dialogues sans application. Est-ce vrai, cette affirmation ?*

Nous ne sommes pas à des obsèques politiques pour faire des oraisons en ce qui concerne le nombre de dialogues qui ont été faits. Je pense qu'il faut avancer, le nombre de dialogues n'est pas le plus important. Quels en sont les résultats et comment sont-ils appliqués ? C'est ce à quoi nous faisons attention. Vous pouvez constater avec satisfaction que, depuis l'Accord Politique Global de 2006, tout ce qui est décidé de concert au cours de ces dialogues est appliqué par le Gouvernement.

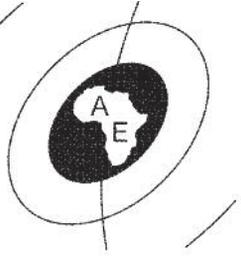
*Et où en est-on dans la mise en œuvre des conclusions de la CVJR ?*

La mise en œuvre de ces recommandations suppose beaucoup de choses. Il faut mettre en place un comité de suivi et organiser la manière dont les structures qui seront chargées d'appliquer les recommandations fonctionneront. C'est ce que nous sommes en train de faire. Il est vrai que nous avons pris un peu de retard, mais cela va être rattrapé. Cela suppose également des moyens financiers et matériels, que nous recherchons. Nous travaillons beaucoup avec le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme et je peux vous garantir que

ces recommandations seront entièrement mises en œuvre, mais de manière méthodique et régulière. La preuve palpable en est l'annonce faite le 19 décembre dernier par le Président de la République, consistant en la création du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale chargé de la mise en œuvre progressive et intégrale des dites recommandations et de la rédaction du Livre Blanc. Je dois également mentionner la création d'un Fonds spécial de réparation et de réhabilitation des victimes pour que le processus d'indemnisation intervienne dès cette année 2013.

*Le mandat des députés a pris fin en octobre dernier. A quand les prochaines élections législatives et comment comptez-vous garantir un scrutin apaisé et acceptable par tous ?*

Pour ce qui est du mandat des députés, l'article 52 de notre Constitution permet à la législature actuelle de siéger jusqu'aux prochaines législatives. En ce qui concerne les élections, la CENI est à pied d'œuvre, le recensement électoral est en train d'être préparé. Je crois que tout sera mis en œuvre pour que, d'ici quelques semaines, nous puissions organiser ces élections. C'est la CENI qui proposera une date que le Gouvernement entérinera au cours du conseil des ministres. Nous en saurons plus sur l'agenda électoral dans les prochaines



## > TOGO

semaines.

S'agissant de la transparence, les discussions de novembre dernier ont permis au Gouvernement et aux acteurs présents de faire des propositions concrètes, d'abord en ce qui concerne la composition de la CENI et des CELI, et sur la transmission des résultats, tout sera fait jusqu'au dernier jour pour que ces élections soient les plus transparentes possibles.

Je pense que la volonté d'apaisement doit être la chose la mieux partagée par tous les acteurs, et parce que nous créons les conditions de transparence, chacun devra comprendre qu'il n'y a aucune raison de faire de la violence. Le

*chiffres dans les vingt prochaines années. Qu'est ce qui tire régulièrement à la hausse ce taux de croissance et vous rassure tant pour les deux chiffres afin de faire du Togo un pays émergent ?*

Toutes les réformes économiques et financières qui ont été faites par le Gouvernement, et que nous poursuivons, améliorent la gestion des finances de l'Etat, créent de meilleures conditions du climat des affaires et rassurent les investisseurs. Tous ces éléments, mis bout à bout, permettent aujourd'hui de dire que le Togo est engagé dans une nouvelle vision. En termes de croissance, nous avons fait des efforts, mais nous serons légèrement en dessous de

peuvent à concrétiser par la mise en place d'un Holding d'Etat qui permettra à l'Etat de créer des dizaines de milliers d'emplois et de tirer la croissance vers le haut. Il y a aussi toutes les autres actions du Gouvernement, que ce soit au niveau du développement à la base, de l'agriculture, des infrastructures, de l'exploitation de nos ressources naturelles, des réformes économiques et financières, une meilleure gouvernance, etc. Voilà autant de facteurs qui nous permettent de croire à un taux de croissance à deux chiffres d'ici quelques années. Pour l'avenir, le Gouvernement compte mieux exploiter le potentiel de croissance dans les secteurs porteurs comme l'agriculture où une amélioration notable de la productivité est recherchée, l'industrie (agro-industrie et industries extractives), les services. Nous y travaillons et nous y arriverons.

*Pensez-vous que l'environnement des affaires au Togo est aujourd'hui propice pour attirer les investisseurs ?*

Sur ce point aussi, le Gouvernement a fait des progrès notables. Pour preuve, l'amélioration de notre classement dans le rapport Doing Business 2013. Ce qui veut dire que toutes les réformes qui ont été faites, en ce qui concerne l'amélioration du climat des affaires, portent leur fruit, notamment la capacité que nous avons aujourd'hui au niveau du Centre des Formalités des Entreprises de créer une entreprise en 24 heures.

Je pense que la mise en œuvre prochaine du nouveau Code des Investissements, la création de l'Agence de Promotion des Investissements (API), et tout ce que nous faisons en matière de lutte contre la corruption, rassurent les investisseurs étrangers qui feront encore un peu plus le pas vers notre pays.

*Le phénomène de la vie chère est aussi un défi que doit relever le Gouvernement. Quelles actions préconisez-vous pour soulager le panier de la ménagère ?*

L'un des facteurs clés de la cherté de la vie est le prix de carburant qui est une consommation intermédiaire dans la formation des prix des autres biens et services. Il en est de même pour l'électricité. Les efforts consentis par le



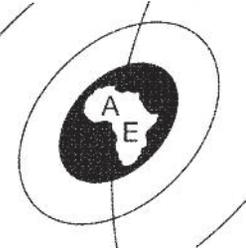
MM. Dov Zerah, Directeur Général de l'AFD, et Arthème S. Ahoomey-Zunu, à Paris le 28 janvier 2013

Gouvernement prendra les dispositions pour qu'il n'y ait pas de dérapage et la CENI fera aussi en sorte que, par une bonne organisation, une bonne application des textes et une bonne communication, ces élections fassent l'honneur de notre pays. Nous avons organisé de bonnes élections en 2007 et en 2010. Donc, il n'y a pas de raison que nous reculions. Je peux vous garantir que le Gouvernement prendra toutes les dispositions en termes de bonne organisation, de transparence et d'équité pour que tout se passe dans de bonnes conditions.

*D'un taux de croissance de 4,8% en 2011, vous espérez 5,6% en 2012 en projetant l'atteinte d'un taux à deux*

nos prévisions, soit autour de 5,3%. Cela est dû à une faiblesse au niveau de l'exécution du budget d'investissement, due essentiellement à une non-maîtrise par les agents de l'Administration des nouvelles règles de passation des marchés, mais tout cela est corrigé. Des efforts ont été faits en termes de formation. Mais, nous devons faire plus pour que la croissance se répercute sur le quotidien de nos concitoyens, pour lutter véritablement contre la pauvreté, créer de meilleures conditions de vie de nos populations.

Déjà, à cet effet, le Gouvernement a pris un certain nombre de décisions pour accélérer l'amélioration des conditions de vie des Togolais. C'est le cas, par exemple, du corridor de dévelop-



> TOGO

Gouvernement pour geler le prix du carburant se sont traduits par une subvention implicite de plus de 40 milliards de francs CFA en faveur de la consommation nationale. Les efforts en matière alimentaire consistent notamment à soutenir la production agricole, surtout vivrière, pour assurer la disponibilité à bon marché des produits vivriers. Ce soutien s'est manifesté par la fourniture d'engrais à prix subventionnés aux producteurs ainsi que d'autres intrants comme les semences améliorées. Les résultats de cette action sont encourageants puisque, depuis trois ans, le Togo a enregistré des excédents céréaliers.

La question de la cherté de la vie est donc une question importante pour le Gouvernement. Et c'est l'ensemble des efforts dans tous les secteurs qui permettront de trouver des solutions au problème de la cherté de la vie.

*Quelle est la politique de votre Gouvernement en matière d'emploi, plus particulièrement en ce qui concerne l'emploi des jeunes ?*

Différents programmes tels que le PROVONAT (le Programme de Volontariat National) ou le projet AIDE (qui est un Programme d'accompagnement des jeunes pour un premier emploi) justifient très bien le souci permanent du Chef de l'Etat et du Gouvernement en matière d'emploi des jeunes au Togo. C'est pour cela que tout ce que nous faisons en matière de croissance est important, parce qu'il faut que l'économie nationale se développe pour qu'on ait les moyens de créer les conditions pour la promotion de l'emploi. La Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), qui vient d'être adoptée, construit l'avenir sur ces approches. La SCAPE est un cadre intégré de développement qui articule toutes les stratégies et les rôles des différents acteurs autour de l'objectif commun et partagé d'accélération de la croissance, de renforcement de son caractère inclusif et de création des emplois en vue de réduire la pauvreté. Elle est désormais le cadre de référence de la politique du Gouvernement sur la période 2013-2017



Arthème S. Ahoomey-Zunu avec le Premier ministre belge Didier Reynders

*Depuis plusieurs années, le Togo est en chantier. Pouvez-vous nous faire le point sur les travaux en cours et à venir ?*

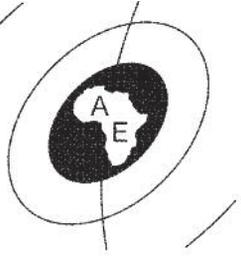
Beaucoup de projets ont été effectivement réalisés, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la circulation dans la ville de Lomé. Nous avons beaucoup de projets en matière de réhabilitation, de construction des routes internationales, nationales et transversales qui relient les différentes régions du pays. Dans le domaine routier, il est entrepris un ambitieux programme de construction et de modernisation des infrastructures routières. D'importants fonds y sont injectés, comme les 187 milliards de francs CFA sur fonds propres consacrés par le budget 2012, soit 66,38% des dépenses d'investissement. L'entretien routier est aussi un sujet qui nous tient à cœur, car il ne suffit pas seulement de faire des routes, mais il faut aussi les entretenir.

Le Gouvernement compte, avec l'appui de ses partenaires au développement, réaliser de gros investissements de plus de 2.000 milliards de francs Cfa dans les cinq années à venir pour réhabiliter 20 km de voiries urbaines par an à Lomé, réhabiliter les voiries urbaines des autres villes du pays, aménager et bitumer en deux fois trois voies à partir du Golf Club à Adétikopé sur la Nationale 1 et dédoubler la voie jusqu'à Davié, poursuivre la réhabilitation des pistes rurales ainsi que l'élimination des

points critiques, réhabiliter le corridor Lomé-Cinkassé-Ouagadougou et les principales routes transversales telles que Agou- Notsé-Tohoun, Témédjabadou-frontière Ghana, Dapaong-Borgou-Mandouri-frontière Ghana, Kemerida-Kara-Kabou-Natchamba et la bretelle de Kétao-Pagouda, Sokodé-Tchamba-Frontière Bénin, Gléi-Amou-Oblo, Sokodé-Bassar-Guérin Kouka-Katchamba-Sadori, Tsévié-Tabligbo-Aného, Kpalimé-Atakpamé, Lomé-Vogan-Anfoin, Tsévié-Kévé-Dzolo-frontière Ghana, Kouméa-Pya-Tcharé-Lassa-Soumdina, etc.

Tous ces projets seront conceptualisés par le Ministre des Travaux Publics dans le cadre d'une Politique sectorielle qui sera validée de manière à ce que la construction des routes réponde à des objectifs précis et soit rationnelle pour améliorer le transport des biens et des personnes et faciliter le commerce intra-régional, inter-régional et inter-étatique. Sans oublier les autres infrastructures structurantes comme les chemins de fer, le port et les aéroports.

Le Gouvernement compte notamment capitaliser les avantages comparatifs du Port Autonome de Lomé pour en faire un véritable port de transbordement pour la sous-région. Les travaux de modernisation seront poursuivis, notamment la construction d'un 3ème quai et d'un terminal à conteneurs pour le transbordement afin de permettre au



## > TOGO

Port d'accueillir plus de navires de 3<sup>ème</sup> génération et favoriser davantage les échanges commerciaux entre le Togo et les pays de l'Hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger), en portant le trafic annuel à 3.500.000 conteneurs transbordés et manutentionnés. De gros investissements de plus de 1000 milliards de francs Cfa seront réalisés à moyen et long termes pour l'extension des infrastructures portuaires afin d'augmenter les capacités d'accueil et pour l'amélioration de la prestation des services portuaires.

### *Que pensez-vous de la situation au Mali ?*

Les pays de la sous-région ont le devoir

*BCEAO, a célébré ses 50 ans cette année, et sous le mandat du Togo à la tête de l'UEMOA. Quelle appréciation faites-vous de l'intégration monétaire sous-régionale et quels sont les défis qui restent à relever par l'UEMOA ?*

La Présidence de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la Zone UEMOA, assurée par le Togo en 2011 et 2012, s'est essentiellement traduite par une stabilisation de l'espace sous-régional et l'appui aux initiatives prospectives relatives à l'avenir de la zone UEMOA. Il est vrai, l'essentiel de la Présidence exercée par son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE s'est déroulé dans un contexte de crises sociopolitiques en Côte d'Ivoire, en

l'espace UEMOA. Cette initiative, dont la paternité revient au Président togolais, a rencontré un écho d'autant plus favorable qu'elle s'inscrivait en droite ligne de la réflexion menée en 2009 et 2010 par le Panel de Haut Niveau de l'UEMOA, mis en place à l'initiative de Soumaila Cissé, alors Président de la Commission de l'UEMOA. Ce Panel a identifié trois principaux défis à relever par l'Union: l'éducation et la culture, la technologie et l'innovation et enfin la gouvernance. De même, le Plan Stratégique 2011-2020 de la Commission de l'UEMOA, qui s'intéresse à l'avenir de la Commission stricto sensu et non plus à celui de l'espace UEMOA dans son ensemble, a défini cinq axes majeurs de travail validés par le Conseil des Ministres de l'Union le 30 octobre 2010 à Ouagadougou, à savoir, l'approfondissement du marché commun, l'amélioration de la performance des Etats Membres, le développement des synergies et partenariats avec les autres organismes d'intégration régionale, le rayonnement et la communication, et enfin la performance organisationnelle de la Commission de l'UEMOA.

Ces axes paraissent stratégiques pour le succès de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Ainsi, la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'UEMOA, lors de sa réunion à Lomé au mois de juin 2012, a approuvé les conclusions des travaux du Panel de Haut Niveau de l'UEMOA, et a estimé à cet égard souhaitable que la prise en charge de ces préoccupations qui sont le fruit d'un processus largement participatif au sein de l'Union, puisse être compatible avec les orientations de notre dispositif de gestion monétaire, en cette année du cinquantième anniversaire de la BCEAO et de l'UMOA. Dans le contexte spécifique actuel de la zone UEMOA, trois défis majeurs sont à relever par les Autorités monétaires, pour rendre plus efficace et crédible la conduite de la politique monétaire commune de la zone. Il s'agit de : (i) la mise en place d'un dispositif fédéral pour la zone à l'image du Fonds Européen de Stabilisation Conjoncturelle (en passe d'être remplacé par le Mécanisme Européen de Stabilité) qui aurait pour mission de venir en aide

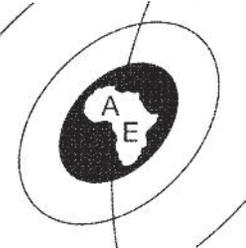


Laurent Fabius, Ministre français des Affaires Etrangères, et le Premier Ministre du Togo, à Paris le 30 janvier 2013.

d'accompagner le Mali, car l'instabilité d'un pays ne peut qu'affecter les autres pays de l'Afrique de l'ouest. La France a démarré l'opération Serval au Mali et, très rapidement, le Togo fut l'un des premiers pays à s'investir, tant en hommes qu'en équipements. Cette opération était très sensible, car la région du nord du pays était sous contrôle de forces islamistes depuis plusieurs mois. L'intervention française était indispensable, car l'expertise militaire française était nécessaire afin de mener à bien une intervention complexe. Nous souhaitons que l'Etat malien reprenne le contrôle du pays et rétablisse son armée, afin de pouvoir disposer d'un Etat uni et non soumis à la partition et à la division.

### *L'institution monétaire régionale, la*

Guinée Bissau et au Mali. Dans ce contexte, le dialogue permanent entre la Conférence des Chefs d'Etats, le Conseil des Ministres de l'Union et les représentants des institutions spécialisées de l'UEMOA (Président de la Commission de l'UEMOA, Gouverneur de la BCEAO, Président de la BOAD), sous l'égide du Chef de l'Etat togolais, a permis de contribuer à trouver les solutions idoines, dans les limites du mandat dévolu à l'UEMOA. Le processus de règlement des crises a conduit la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'UEMOA à demander à la Commission de l'UEMOA, en tant qu'exécutif de l'Union, de prendre explicitement en charge, dans son mandat, les questions relatives à la paix et à la sécurité dans



> TOGO

aux pays ayant besoin de conduire des politiques budgétaires expansives afin de répondre à des chocs transitoires asymétriques ; (ii) l'articulation entre la politique monétaire et les politiques budgétaires marquée par une coordination non seulement des politiques budgétaires, mais aussi d'une coopération accrue entre les autorités de conduite de la politique monétaire et celles de conduite des politiques budgétaires ; et (iii) l'évolution du régime de change.

*Vous venez de rentrer d'un déplacement en Europe qui vous a conduit en Allemagne, Belgique et France. Que retenez-vous de ces visites, et quel est votre sentiment sur les relations que le Togo nourrit avec ces pays ?*

Les relations avec nos partenaires de l'Union Européenne, tant l'Allemagne que la France et la Belgique sont bonnes et fructueuses. Nous entretenons des relations respectueuses et loyales qui nous permettent de développer de véritables partenariats. Nos partenaires nous ont démontré leur envie de soutenir notre pays en renouvelant leurs engagements pour accompagner le Togo dans son développement. Les efforts, engagés par le Togo depuis plusieurs années, tendent à construire un Etat de droit, à approfondir la démocratie et à instaurer un climat de liberté. Ces efforts nous permettent d'assurer le développement économique par la promotion de l'investissement.

*Avez-vous des préoccupations sur les quelles vous-voudriez mettre l'accent, en guise de conclusion ?*

Je voudrais, parce que nous sommes en début d'une année nouvelle qui s'annonce importante pour le pays, souhaiter que l'année 2013 soit meilleure que celles que nous avons vécues jusqu'à maintenant. Je voudrais également rassurer les uns et les autres que le Gouvernement continuera ses efforts pour que les conditions de vie s'améliorent, pour que la croissance soit plus importante, pour que les richesses soient mieux partagées, pour qu'il y ait plus de respect des droits de l'homme, pour que les libertés publiques soient mieux garanties dans notre pays.

Je voudrais rassurer mes compatriotes que le Gouvernement est à leur écoute, le Gouvernement connaît les difficultés que les uns et les autres vivent au quotidien dans leur vie. En raison de tout ce que nous avons vécu comme périodes difficiles, nous venons de très loin, nous rattrapons les

choses, nous avançons et nous irons encore plus loin. Je souhaite qu'il y ait plus d'harmonie dans le pays et que le patriotisme soit la règle pour tous, que nous aimions mieux notre pays et que nous travaillions pour le bien de la communauté nationale.

**Qui est Arthème Kwessi Sélégodji Ahoomey-Zunu ?**

**A**rthème Kwessi Sélégodji Ahoomey-Zunu n'est pas un inconnu dans la galaxie politique togolaise. Agé de 54 ans, il est diplômé d'études supérieures en droit public et management du territoire. Militant des droits de l'homme dans les années 1990, il est successivement secrétaire administratif de la Commission Nationale des droits de l'homme (1988-1994), membre de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée Nationale en sa qualité de député (1994-1999). Il a été membre (1993-2005) et président (2000-2002) de la Commission Electorale Nationale indépendante.



Arthème K. S. Ahoomey-Zunu est membre de l'Union togolaise pour la démocratie, devenue Convergence patriotique panafricaine (CPP), aux côtés de l'ancien Premier Ministre Edem Kodjo. Il devient Ministre de l'Administration territoriale entre 2006 et 2007.

En janvier 2008, Faure Gnassingbé l'appelle à la présidence, pour être secrétaire général, poste qu'il cumule à partir de mars 2011 avec celui du ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé. Ce haut cadre togolais est un homme humble de nature, calme, pondéré mais méticuleux au travail. Et c'est sans complaisance que son entourage rend souvent témoignage de lui comme un homme qui « est exigeant en matière de travail bien fait et d'excellence ».

En le nommant le 19 juillet 2012 au poste de Premier Ministre, le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé aura, sans doute, fait un choix judicieux. Voici à propos, en quatre piliers la feuille de route qui été confiée au premier ministre Arthème Kwessi Sélégodji Ahoomey-Zunu :

**1er Pilier : L'APPROFONDISSEMENT DU DIALOGUE DEMOCRATIQUE**

- La plus large participation de tous à la gestion des affaires du pays doit être constamment recherchée.
- Les droits de l'opposition doivent être respectés
- Les administrations doivent être impartiales
- La justice doit faire respecter les règles de l'état de droit

**2ème Pilier : LE RESPECT DES REGLES DE BONNE GOUVERNANCE**

- Il convient de poursuivre l'assainissement des finances publiques pour obtenir le meilleur fonctionnement de l'Etat au moindre coût
- Il faut appliquer scrupuleusement les textes relatifs à la lutte contre la corruption
- Il faut simplifier les formalités administratives

pour rendre plus facile la vie des citoyens et des opérateurs économiques.

**3ème Pilier : LA PROMOTION D'UNE SOCIETE INTERNATIONALE PACIFIQUE ET LA PROTECTION DES CITOYENS CONTRE L'INSECURITE**

- Dans l'Afrique troublée et alors que se développe la crise au Sahel les forces de sécurité doivent sans cesse être modernisées pour faire face aux défis extérieurs. Le Togo poursuivra notamment au conseil de sécurité de l'ONU ses efforts pour le maintien de la paix et pour une société internationale ouverte et juste. Il développera sa coopération avec les puissances amies.
- Sur le plan interne, les forces de sécurité doivent permettre à chacun de vaquer à ses occupations et de protéger sa personne et ses biens.
- L'exercice des libertés doit être développé. Il conviendra de protéger de la personne humaine contre les attaques personnelles et les agressions verbales ou écrites.

**4ème Pilier : LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE DE PROXIMITE**

- Le Togo a fait un grand effort pour la modernisation des équipements publics. Cet effort doit être poursuivi pour les routes, ports et aéroports, hôpitaux, et écoles. Nous devons cependant contribuer à la préservation de ces acquis en évitant la destruction des édifices publics.
- Mais il convient également de développer une économie de proximité permettant à chaque citoyen de profiter de l'essor économique.
- C'est vers tous les togolais que doivent se concentrer les actions du gouvernement pour améliorer les conditions de vie de toute la population



# Le leadership politique de Guillaume Soro dans l'utilisation des réseaux sociaux

Faisant usage d'un dispositif de E-gouvernance, en vue de se rapprocher davantage des ivoiriens, le Président de l'Assemblée Nationale M. Guillaume Soro a su à bon escient faire des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication son cheval de bataille, pour une meilleure gouvernance politique en Afrique. .

Daniel DJAGOUE

Ayant lui-même fait l'expérience de l'utilisation des réseaux sociaux dans la gouvernance politique en Côte d'Ivoire, la deuxième personnalité ivoirienne s'en est fait volontiers l'ambassadeur dans la sous région. «La gouvernance a changé avec les TIC», ainsi s'est exprimé Guillaume Soro lors d'une conférence publique dans une capitale africaine. A 39ans, il se révèle comme l'un des leaders africains respectés de la jeune génération les plus connus ces dernières années. Selon son entourage, Guillaume Soro doit son succès politique certes à sa constance et ses idées panafricanistes. Mais, il le doit aussi au remarquable sacerdoce dont il s'est investi de faire la promotion des réseaux sociaux en Afrique.

Pour ce faire, il s'est entouré d'une équipe de jeunes communicateurs à la pointe des innovations dans les TIC ; une cellule de communication rompue à la tâche, de jour comme de nuit.

De Niamey à Lomé en passant par Ouagadougou, et bientôt Cotonou, Conakry..., Guillaume Soro et son équipe sillonne les capitales de la sous région pour entretenir le public sur la façon dont le président de l'assemblée Nationale ivoirienne communique avec



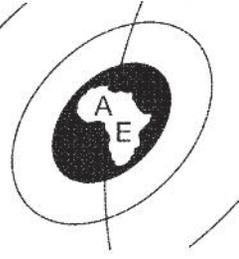
Page de garde du premier e-book de Guillaume Soro

les ivoiriens, les africains et tout simplement avec le monde entier.

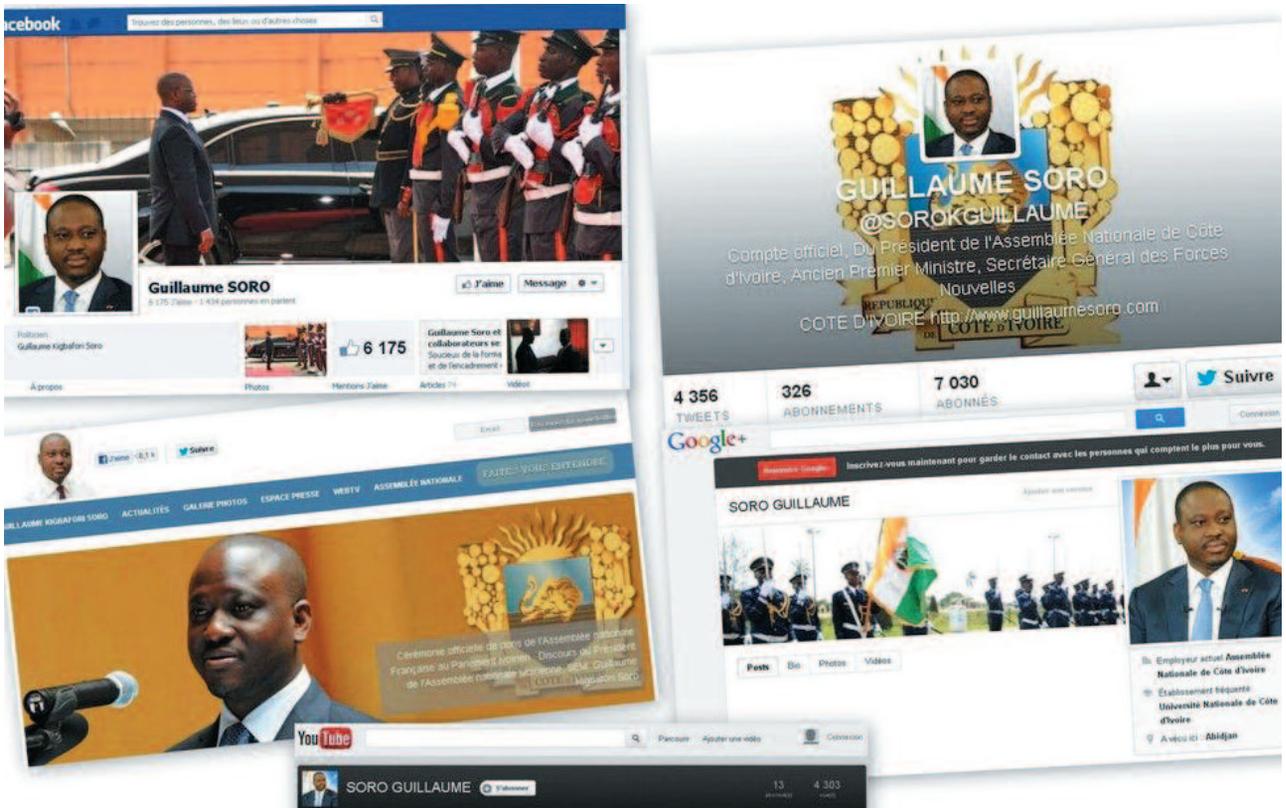
L'objectif est de montrer aux décideurs politiques, l'importance des réseaux sociaux dans la gouvernance des affaires publiques. Une manière de surtout leur indiquer les nouvelles voies à sui-

vre, pour communiquer à bon escient sur leurs idées politiques. « Pour moi, E-School c'est l'avenir, c'est le futur. Tout le monde sait que les Communication », aime-t-il à dire.

«C'est ainsi que j'ai décidé d'en être le parrain afin de m'inscrire dans cette



## ➤ RÉSEAUX SOCIAUX ET GOUVERNANCE POLITIQUE EN AFRIQUE



dynamique de l'avenir. J'ai décidé d'en être le parrain pour encourager, aussi bien les autorités politiques, les autorités administratives notamment le gouvernement à aller plus en avant dans la promotion des TIC à l'école. » A-t-il souligné en laissant transparaître toute son attention pour un secteur en pleine extension.

A une rencontre tenu à Lomé, Guillaume Soro, absent, a tout simplement été joint via skype. Lui-même a répondu aux questions du public loméen. Aussi-a-t-il fait remarquer l'avantage des réseaux sociaux dans la gouvernance au niveau de l'Assemblée nationale Ivoirienne. Selon M. Soro, « avec plus de deux cents député, il est fastidieux de faire l'appel à chaque section parlementaire. Mais avec les TIC, il suffit d'un clic pour avoir la liste de présence des députés ; ce qui fait gagner au moins 25 minutes de temps de travail à l'assemblée. »

Le fait est que Guillaume Soro en a très tôt compris la portée dans la gouver-

nance. C'est à juste titre qu'il joue bien aujourd'hui son leadership dans le domaine. Il n'hésite pas, lorsque l'occasion lui est donnée, d'en parler avec ses collègues président des parlements et même aux Chefs d'Etats de la sous région. Avec les TIC, le Président de l'Assemblée Nationale ivoirienne, a su tisser en un si peu de temps, un réseau relationnel à travers le web et l'usage des réseaux sociaux comme facebook, twitter ou son blog. Guillaume Soro communique au quotidien avec des milliers de correspondants. Ce qui lui confère l'image d'un leader politique toujours au parfum de l'actualité. Un leader politique admirable ! Il n'y a pas de jour où ce jeune leader qui a marqué l'histoire de son pays, ne réponde aux questions de ses correspondants. Ce qui d'ailleurs le rapproche davantage des populations, favorables aux idées panafricanistes dont il est friand.

A la faveur des réseaux sociaux, Guillaume Soro communique avec ses concitoyens. Mais il échange aussi avec

les citoyens d'autres pays. Lors des incidents qui ont frappé le camp militaire d'Akouédo à l'ouest de la Côte d'Ivoire, M. SORO de par sa position institutionnelle, est la première personnalité ivoirienne à en être informé en temps réel. C'est par lui que les ivoiriens et le reste du monde ont pu s'informer sur les tenants et aboutissants de cette attaque. Aussi, a-t-il joué un rôle important pour le retour de la sérénité.

Fort de tant de succès, le Président de l'Assemblée Nationale a instruit son équipe de communication de réfléchir sur une télé web, qui viendra en appoint à son dispositif de E-gouvernance, en vue de se rapprocher davantage des ivoiriens. De toute façon, à côté de la puissance de son art oratoire pour lequel il est réputé, les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication s'avèrent pour le président Guillaume SORO une seconde corde à son arc politique. C'est en partie le secret d'un leadership hors pair d'un homme politique à succès.



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

### Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Energie
- Transport, Hôtellerie

### Formes d'interventions

- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de factibilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de bien et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



**BOAD**

**BANQUE OUEST AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT**



> COMORES

# À la rencontre de Saïd Abdillah Saïd Ahmed, animateur principal du parti politique "Comores Alternatives"



Propos recueillis par Daniel DJAGUË

*Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs et nous parler brièvement de votre parcours ?*

Je m'appelle Saïd Ahmed Saïd Abdillah. Je suis né le 6 Juin 1969 dans le Sud de la grande île malgache, à Majunga. Comme certains hommes politiques Comoriens, j'ai fait mes études supérieures à Madagascar, dans le domaine médical. J'ai terminé mes études médicales, comme, généraliste en Décembre 1998. Imprégné des idées et des ambitions politiques depuis mon jeune âge, je ne me suis pas attardé dans le domaine médical en m'impliquant rapidement dans les actions politiques de mon pays depuis 1999. J'ai été un des acteurs pacificateurs des tensions insulaires nées de l'échec des accords d'Antananarivo. J'ai donc travaillé au Conseil d'Etat comme secrétaire général adjoint. J'ai quitté le conseil d'Etat en démissionnant de mes fonctions suite à mes désaccords avec le système en 2002. J'ai travaillé par la suite dans le privé avant de me retrouver en France où, depuis avril 2004 jusqu'aujourd'hui, je suis à la tête d'une entreprise d'import/export et de ventes en gros des produits agroalimentaires. Cette activité me permet d'être autonome notamment dans l'animation de notre parti Comores Alternatives.

*Quelle est la situation politique, économique et sociale des Comores aujourd'hui ?*

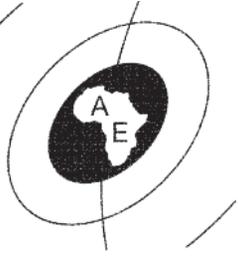
Malgré toute la crise qui frappe partout dans le monde, les Comores respirent et commencent à connaître une stabilité politique suivie d'une alternance démocratique. Cette stabilité politique est née, surtout, il faudra le souligner, du système de l'alternance basé sur la tournante. Pour rendre à César ce qui lui appartient, je me félicite d'agir dans un pays où les partis politiques s'expriment librement et surtout un pays où l'alternance politique démocratique est désormais



Saïd Ahmed Saïd Abdillah

possible. Un pays africain où à ma connaissance il n'y a pas de prisonniers d'opinion. Un pays où c'est assez rare pour ne pas le souligner même les médias d'Etat sont parfois critiques vis à vis du gouvernement. Je touche du bois. L'économie par contre va mal. L'Etat a du mal à payer les fonctionnaires même si le gouvernement en place fait des efforts en ce sens. Notre balance commerciale est toujours déficitaire avec des exportations s'élevant à 8,9 milliards de franc Comoriens contre des importations évaluées en 2011 à 97,9 milliards de Franc Comoriens. Vous voyez ce déficit abyssale qui doit inquiéter nos dirigeants. Mais ceux d'aujourd'hui et d'hier se sont contentés d'assurer une gestion des affaires courantes au lieu de mener une politique courageuse de développement économique du pays. Ils se sont inclinés sur des obstacles structurelles et se donner de satisfecit sur des domaines

qui n'ont aucune impact sur la vie des Comoriens en générale et le développement de notre jeune nation. Ils dépensent beaucoup d'argent sur des voyages qui ne sont souvent utile pour notre pays ou qui peuvent être faite avec une délégation réduite et respectable. Des coutumes onéreuses englobent la totalité des revenus du comorien du pays comme de celui de la diaspora qui demeurent pauvres. Le gouvernement qui a du mal à assurer son budget de fonctionnement ne peut donc pas investir pour un développement qui dépend essentiellement de l'aide extérieure. Ajouter à cela les contraintes et autres obstacles liés à notre appartenance à la zone franc Cfa et aux dictats de la banque mondiale et du FMI qui nous font reculer plutôt que de nous faire avancer. Vous comprendrez qu'à l'instar des autres pays africains les Comores n'ont pas trop avancé ces qua-



## > COMORES

rante dernières années. Quand on regarde, nos voisins, l'île Maurice, les Seychelles, Maldives, qui ont presque des tailles similaires que les notre en dimension et en nombre d'habitants, on se demande si notre appartenance à la zone Franc Cfa n'est pas le premier frein de notre développement économique. On y est depuis la colonisation, qui a trop duré, jusqu'à maintenant et les conséquences sont un chômage chronique, une école qui ne forment plus nos jeunes et le système de santé totalement absente aux Comores.

*Quelle analyse faites-vous sur la gouvernance de l'équipe en place ?*

ce pourquoi ils sont élus c'est à dire la gestion de la chose publique. S'ils veulent faire de la politique, ils doivent se faire élire ou s'organiser en ce sens. Aux Comores la mouvance présidentielle n'aide plus le chef de l'État ou ce dernier ne leur fait plus confiance. Celle-ci s'est effritée à tel point que le président a du confier la gestion de son Cabinet et de la défense nationale à un leader de l'opposition. La question est alors de savoir si le président ira jusqu'au bout de cette logique en ouvrant son gouvernement à d'autres partis et personnalités de l'opposition ou il s'en tiendra au seul ancien candidat malheureux de la CRC aux présidentielles de 2010, ce qui don-

par le mercenaire Bob Denard aucun Chef d'État n'a appelé ou préparé le comorien à se prendre en charge. Pour cela il faudrait une véritable révolution aussi bien dans les structures de l'État et de la société que dans la mentalité même des Comoriens. Aujourd'hui le comorien de l'intérieur comme celui de la diaspora dépense tous ses revenus dans le cadre d'un mariage d'une coutume ancestrale qui empêche l'épargne et l'investissement. Les conséquences sont un chômage chronique, une école qui n'a pas les moyens de former la jeunesse et des hôpitaux qui ne sont pas en mesure de soigner les malades. Ainsi aussi d'ailleurs de l'exode vers Mayotte avec les conséquences néfastes que l'on connaît.

*Parlez nous de votre Parti politique*

« Comores Alternatives » Nous sommes en France et aux Comores une équipe déterminés et qui croyons devoir influencer sur la gestion des affaires du pays. A ce titre nous entendons organiser à Moroni dans les tous prochains mois le congrès national qui doit poser les fondements de notre organisation et valider le projet de société que nous voulons proposer aux comoriens.

Etant donné les conditions de vie à Moroni il va sans dire que notre action politique sera à fortes connotations sociales et une politique plutôt social-démocrate qui tient nécessairement compte des principes de fraternité, de générosité et de solidarité qui inspirent l'islam dans une population totalement musulmane. Le régime en place à Moroni s'appuie sur la notabilité et les chefs religieux. Le mérite ici passe nécessairement par des vieilles pratiques comme "la bonne naissance, l'île ou le village d'origine". Nous voulons, nous, une société où seul le travail constitue le critère de mérite et de promotion sociale. Il faut sortir de cette politique de mendicité ou on attend l'aide budgétaire de l'extérieur pour payer les agents de l'État. Nous entendons œuvrer de sorte que le comorien réalise qu'il est le seul artisan de son propre destin: "ne rien attendre de personne et tout attendre de soi-même..." comme disait l'autre.

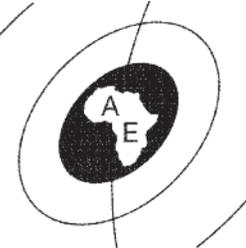
*Dans l'échiquier politique comorien, où se situe « Comores Alternatives » ?*



conference Comores Alternatives

Dans son genre le régime en place fait du mieux qu'il peut. Mais le pays a besoin de profondes réformes que le régime ne peut opérer du fait qu'il puise sa force dans les conservatismes qui inspirent son action et qui en sont ses piliers politiques. L'influence de la notabilité villageoise et des chefs religieux dans la gestion des affaires de l'État n'a jamais été aussi forte. Je précise que nous n'avons rien contre les notables ou les chefs religieux qui sont des gens respectables mais nous considérons que chacun doit s'occuper de ses affaires: les notables doivent gérer la coutume dans les villages, les chefs religieux doivent gérer les mosquées et prêcher la bonne parole et laisser les élus gérer

nerait à son geste le sens d'une simple débauche d'un opposant qui dérange. Aux Comores comme dans la plupart des pays africains l'économie va mal. Du fait que nous ne produisons rien nous importons plus de 90% de nos besoins. Aujourd'hui le gouvernement fait un effort pour assurer la paie de ses agents à la fin du mois mais cela ne suffit pas parce que le niveau du chômage notamment chez les jeunes est très élevé. En fait depuis le départ rien n'est entrepris pour promouvoir les principaux pôles de développement que sont l'agriculture, la pêche et le tourisme. La politique de "l'aide extérieur" est devenue la règle. En dehors d'Ali Soilihi qui fut assassiné



## > COMORES

Le régime en place à Moroni s'appuie sur la notabilité et les chefs religieux. Le mérite ici passe nécessairement par des vieilles pratiques comme "la bonne naissance, l'île ou le village d'origine. Nous voulons, nous, une société où seul le travail constitue le critère de mérite et de promotion sociale. Il faut sortir de cette politique de mendicité ou on attend l'aide budgétaire de l'extérieur pour payer les agents de l'État. Nous entendons œuvrer de sorte que le comorien réalise qu'il est le seul artisan de son propre destin: "ne rien attendre de personne et tout attendre de soi-même..." comme disait l'autre.

A Comores Alternatives nous prôtons la sortie de la Zone franc, l'annulation du visa Balladur et le retour de la question de Mayotte à l'ordre du jour des débats des Nations Unies. Autant de positions qui nous éloignent du gouvernement de Moroni qui croit encore pour ce qui est de Mayotte aux vertus du dialogue franco-comorien qui inclurait même Mayotte. La France ne peut pas demander aux Mahorais s'ils souhaitent revenir aux Comores tout comme elle ne demanderait pas aux Corses s'ils souhaitent l'indépendance.

*La réforme constitutionnelle de 2009 suscite beaucoup de réactions divers au sein de la classe politique comorienne, notamment la question relative à la présidence tournante. Qu'en dites-vous ?*

Je suis pour une conférence nationale qui analysera l'expérience de la tournante afin de la consolider. La tournante a engendré une stabilité politique gage de tout développement économique. Il est à constater qu'elle constitue aussi un blocage à ceux et celles habitués à profiter d'une instabilité permanente pour masquer leurs absences des visions politiques ou projet économique. Au début, les précurseurs de la tournante ont cru faire avaler aux Comoriens un poison mortel pour l'unité et la stabilité de notre jeune nation. Mais ils se sont aperçus que les Comoriens l'ont dilué, comme ils savent le faire avec du lait caillé, et cela a donné les fruits qu'on a aujourd'hui. Depuis l'indépendance des Comores, on a une stabilité politique, alternance démocratique et on pense maintenant à la question de dévelop-

pement économique et à la question de Mayotte. Ce sont ses acquis que nous souhaitons consolider et non arrêter comme le souhaite certaines personnalités politiques Comoriennes. Je voudrai aussi signaler que la Grande Comore n'a pas eu réellement sa propre tour de la tournante. Celle de 2002, organisée par l'équipe du colonel Azali pour lui remettre les pouvoirs qu'il avait conquis jadis par un coup d'Etat, a été émaillée beaucoup d'irrégularités et des contestations.

*Comment votre parti prépare t-il les deux grands Rendez-vous électoraux : 2014 et 2016 ?*

Ce sera au congrès que nous tiendrons à Moroni d'arrêter les stratégies de conquête des législatives et des présidentielles à venir. Une chose est sûre c'est que nous serons bien présents à ces deux échéances. D'ici là nous avons beaucoup à faire pour combattre le sectarisme insulaire qui menace encore. Beaucoup à faire pour convaincre les comoriens que rien n'est possible si nous ne restaurons pas l'unité de la république. Beaucoup à faire pour convaincre les comoriens que personne ne développera les Comores à leur place et que ce développement est possible si tant est que nous le voulons, tous ensemble.

*La question de Mayotte est la principale préoccupation politique et diplomatique de votre pays, votre avis sur cette question ?*

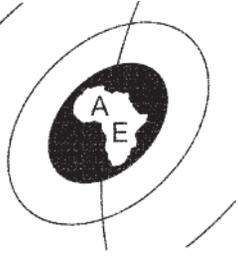
Mayotte préoccupe l'ensemble des Comoriens. Depuis l'indépendance Mayotte a servi de base arrière à tous les coups portés à notre pays. Nous avons cru que l'avènement de la gauche permettrait une nouvelle approche de la question de Mayotte. Nous avons du déchanter. Et cette attitude encore une fois montre les limites du dialogue bilatéral franco-comorien sur la question de Mayotte. Nous sommes indépendants par la volonté des comoriens et de la communauté internationale qui nous a reconnu comme tels et c'est par les mêmes voies, les mêmes moyens que nous finirons la décolonisation de Mayotte. Il y a une urgence que les socialistes français ne peuvent ignorer : les morts du bras de mer qui sépare Mayotte de ses îles sœurs.

*La Zone Franc à célébrer cette année son quarantième anniversaire, quel bilan faites vous de l'appartenance de votre pays à cette zone ?*

Nos considérons que la zone franc, la banque mondiale et le FMI sont autant de laisses pour tenir les anciennes colonies. Et pour reprendre Larousse, tenir quelqu'un en laisse c'est l'empêcher d'agir librement... c'est pourquoi pour nous quitter la zone franc c'est accéder à cette souveraineté sans laquelle il n'y a pas de développement ou de progrès possibles. La zone franc coûte cher à nos pays et constitue l'obstacle majeur à notre développement. Elle est à l'origine des déficits abyssaux de nos échanges extérieurs. Car la politique monétaire qui est conduite aux Comores et au sein de la zone franc Cfa n'est pas en faveur de notre économie. Pour apprécier le bilan, regardez autour de vous, et vous constaterez la réalité économique de nos après quarante ans de coopération monétaire.

*La majorité de vos compatriotes résident à l'extérieur du Pays, quels sont vos projets pour la diaspora comorienne ?*

Nous sommes il est vrai un pays de paradoxes. Il semblerait en effet que nous sommes plus nombreux à l'extérieur qu'à l'intérieur. Si cela était avéré, cela signifierait que le gouvernement devrait manifester plus de considérations à l'égard de sa diaspora qu'il ne le fait présentement. La diaspora demande plus de missions consulaires. Elle souhaite qu'on lui facilite les conditions de retour et d'installation au pays. Elle demande que l'on mette en place des mécanismes bancaires qui lui permettent d'investir au pays au départ de France. Elle demande enfin à pouvoir voter à son lieu de résidence afin qu'aux Comores et compte tenu de son poids économique elle puisse participer aux instances de prise de décisions. Pour atteindre ces objectifs, la diaspora a besoin de s'investir à fonds, de s'organiser pour pouvoir parler d'une seule voix et peser de tout son poids économique. C'est pour atteindre ces objectifs que pour notre part Comores Alternatives et moi même entendons apporter notre modeste contribution.



# Andry Rajoelina renonce à se présenter à la présidentielle

**Andry Rajoelina, le président de la Transition malgache, renonce à se présenter à la prochaine présidentielle. L'élection, prévue en juillet, était jusqu'à présent plombée par la question des candidatures.**

Justin MENDY

**L**e président de la Transition malgache, Andry Rajoelina, a annoncé mardi qu'il renonçait à se présenter à la prochaine élection présidentielle prévue en mai, dans l'espoir de contribuer au règlement pacifique de la crise politique qui mine la Grande Ile depuis 2009.

"Je ne me présente pas à l'élection. Je me sacrifie pour les 20 millions de Malgaches. (...) C'est comme ça que j'exprime mon patriotisme", a déclaré M. Rajoelina dans une allocution télévisée.

Il suit en cela son rival Marc Ravalomanana qu'il avait chassé du pouvoir en mars 2009, et qui a annoncé le 12 décembre 2012 qu'il renonçait à se porter candidat.

"C'est mon devoir d'organiser des élections dans la sérénité", a ajouté M. Rajoelina. "Je dirigerai la Transition jusqu'à la fin et je suis prêt à faire une passation de pouvoir démocratiquement, je souhaite beaucoup de choses à celui qui va me remplacer."

L'élection présidentielle est prévue en mai et juillet, et la question des candidatures restait la principale pomme de discorde entre les différents protagonistes de la crise malgache.

La Communauté de développement d'Afrique Australe (SADC), qui tente depuis des mois de faire parvenir les deux hommes à un accord, a avancé la solution dite du "ni... ni", également prônée par l'Union européenne dès 2010: ni Andry Rajoelina ni Marc Ravalomanana candidats.



Andry Rajoelina

Malgré sa détermination à reprendre le pouvoir depuis son éviction, Marc Ravalomanana, qui vit en exil en Afrique du Sud, s'était finalement plié à cette injonction.

Andry Rajoelina s'opposait mordicus au retour de celui qu'il avait renversé, invoquant des risques de troubles et rappelant à l'envi que son rival a été condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité, sa garde ayant abattu plusieurs dizaines de manifestants lors des émeutes qui l'ont emporté en 2009.

Ce double désistement a changé la donne et a été largement salué par la communauté internationale, qui a rapidement débloqué près de 12 millions d'euros pour la préparation des élections. L'Union européenne, d'ailleurs, par le biais de la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Catherine Ashton, a salué la décision prise par le président de la Transition Andry Rajoelina et par l'ancien président Marc Ravalomanana selon laquelle ils ne

se présenteront pas aux prochaines élections. «Cette décision constitue une démarche importante pour assurer un environnement politique apaisé permettant la tenue d'élections crédibles en juillet 2013», a-t-elle assuré dans un communiqué. Cependant, elle a lancé un appel «à tous les acteurs politiques malgaches, et en particulier aux autorités de la transition, à poursuivre sans relâche les efforts dans la mise en œuvre de la feuille de route pour la sortie de crise et à accélérer les préparatifs des élections».

## Retour en force

Cinq jours après avoir renoncé à la présidentielle de 2013, Le président de la transition malgache, Andry Rajoelina, a annoncé, son intention d'être candidat à l'élection présidentielle de 2018, "Je compte sur vous pour voter pour moi en 2018, nous allons faire un retour en force à ce moment-là", a déclaré le président de la transition lors d'un discours d'inauguration du nouvel hôtel de ville à Toamasina.

La décision d'Andry Rajoelina de se présenter à la présidentielle de 2018 n'est pas une surprise. "Je reviendrai. Je promets au peuple malgache que le jour viendra où nous allons sauver ensemble ce pays", avait déjà promis M. Rajoelina, dans une interview à RFI. De son côté, l'ex-président Ravalomanana, n'a pas non plus renoncé au pouvoir. Les deux hommes pourraient donc se livrer cette année à une lutte à distance par candidats interposés, afin de préparer leur retour en 2018.



La Direction Générale de la SOBEMAP



Professeur Soumanou SEIBOU TOLEBA, DG/SOBEMAP

# SOBEMAP, LA FORCE D'UN PARTENAIRE

Créée le 27 Mars 1969, la Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP) est une Entreprise Publique à caractère commercial dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Son capital social s'élève à sept milliards six cent millions (7.600.000.000) FCFA soit 11.586.072,32 € et exerce depuis plus d'une quarantaine d'années sur la plate-forme portuaire les activités de :

## MANUTENTION

- La manutention bord (conventionnel, RORO, conteneurs, vraquiers etc...)
- Le transbordement (bord, terre, terre-bord, navire-navire, bord-bord)
- La réception et la garde de marchandises
- Le positionnement, le dépotage, le groupage et le dégroupage de conteneurs
- La location d'engins et de la main d'œuvre



Un magasin de stockage de riz

## TRANSIT

- Le transit maritime
- Le transit aérien
- Le transit terrestre

## CONSIGNATION MARITIME

Elle consiste pour la SOBEMAP à représenter des armateurs au Port de Cotonou et à agir en leur nom et pour leur compte.

La SOBEMAP s'occupe également de la gestion des parkings pour camions gros porteurs.

## AVANTAGES ET FACILITES OFFERTS AUX CLIENTS

- Des tarifs compétitifs,
- Célérité dans la fourniture des prestations,
- Enlèvement direct au sous palan du navire,
- Exécution des opérations de bout en bout depuis le bord du navire jusqu'au magasin du réceptionnaire au Bénin et/ou dans les pays de l'hinterland,
- Entreposage dans les magasins avec une franchise de 17 à 30 jours,
- Une structure organisationnelle solide et éprouvée,
- Un nombre important de main d'œuvre qualifiée défiant toute concurrence,



Le Parc tampon unique pour le regroupement de véhicules d'occasion

- Possibilités de nouer des partenariats gagnant-gagnant.

## DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE PERFORMANCE

### Capacités infrastructurales

- 06 postes à quai conventionnel dont 4 de 155m et 2 de 180m chacun,
- 02 postes à quai Conteneurs et 01 poste à navire,
- 01 poste à quai de 200m pour les pondéreux (clinker et gypse),
- 04 magasin-cales,
- 01 parc d'emportage et de dépotage d'une superficie de 50 000m<sup>2</sup> dotée de voie ferroviaire,
- 04 terre-pleins d'une superficie totale de 90.025,06 m<sup>2</sup>,
- 01 site de regroupement avant livraison des véhicules d'occasion (PTU) d'une superficie de 48.452 m<sup>2</sup> entièrement pavée, clôturée et sécurisée,
- 01 réserve d'espace d'une superficie de 40.000 m<sup>2</sup> destinée à accueillir des ouvrages susceptibles de participer au développement des activités de la SOBEMAP,
- La bande des 200m d'une superficie de 13 hectares...

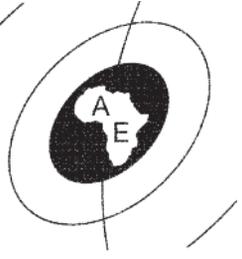
### Capacités logistiques

- Une centaine environ d'engins de levage (à fourches, à spreaders, à flèches télescopiques) de capacités variant entre 2 et 48 tonnes,
- Une trentaine d'engins de tractions comprenant des tracteurs de quai et des tracteurs routiers aux capacités allant de 23 à 60 tonnes,
- Une centaine d'équipements de manutention,
- Un lot important d'accessoires de manutention,
- Un important atelier-garage...



Un engin de manutention

**SOBEMAP 01 BP 35 COTONOU**  
 Tél. (229) 21 31 41 45 / 21 31 36 07 / 21 31 39 83  
 Fax : (229) 21 31 53 75 / E-mail : [sobemap@intnet.bj](mailto:sobemap@intnet.bj)  
 Site Web : [www.sobemap.com](http://www.sobemap.com)



## interview de Kuéku Banka Johnson, **DG de la Foire Internationale de Lomé**

**Organisation parfaite, sécurité assurée, participation record de 796 exposants venus de 18 pays, plusieurs salons dont le Salon International de la Mode et de l'Esthétique et 113 rencontres "B to B" (business to business) etc..., la 10<sup>è</sup> édition de la Foire Internationale de Lomé aura tenu toutes ses promesses. Kuéku Banka Johnson, Directeur du Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé nous en parle.**

**Propos recueillis par Daniel DJAGOUE**

*Afrique Evénement : L'édition 2012 de la Foire internationale de Lomé vient de fermer ses portes. Quel bilan tirez-vous de cette édition ?*

**Kuéku Banka Johnson :** Cette 10<sup>ème</sup> édition de la Foire Internationale de Lomé a tenu toutes ses promesses. Au total 796 exposants venus de 18 pays ont pris part à cette Foire. Parmi le groupe figurent 558 togolais. Ces exposants ont occupé une superficie de 14.291 m<sup>2</sup> contre 12.358 m<sup>2</sup> en 2011 pour la Foire de Lomé, couplée avec celle de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

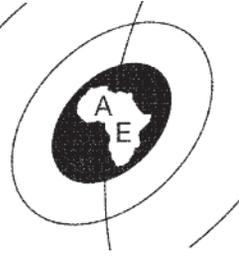
Plus de 280.000 visiteurs ont été enregistrés pour cette 10<sup>ème</sup> Foire de Lomé. "Globalement, tout s'est bien passé. Nous n'avons eu aucun problème majeur. Malgré la folle ambiance sur le site dimanche, tout s'est bien passé. Les exposants pour la plupart sont satisfaits du déroulement et des contrats d'affaires qu'ils ont eus.

*Quelles ont été les innovations de cette 10<sup>ème</sup> édition ?*

Aux salons existant c'est ajouté le Salon International de la Mode et de l'Esthétique. La grande innovation de cette Foire de Lomé était les séances "B to B" (business to business), véritables moments d'échanges fructueux entre opérateurs économiques. La participa-



DR  
Kuéku Banka Johnson



## > FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

tion à ces séances "B to B" a permis le rapprochement des partenaires financiers et commerciaux, la rencontre de nouveaux partenaires d'affaires étrangers, selon leurs besoins, la signature des contrats d'affaires, la mise en place des contrats de représentation ou de distribution. Au total 42 entreprises ont pris part à ces séances "B to B". Quelque 113 rencontres de 15 minutes entre les différentes entreprises ont été enregistrées.

### *Quel sentiment vous anime au terme de ces deux semaines d'échanges commerciaux ?*

Nous sommes globalement satisfaits. Globalement au plan organisationnel, tout c'est bien passé. Sur le plan sécuritaire, il n'y a pas eu de problème particulier. Pour une Foire qui se déroule de cette manière, on ne peut qu'être satisfait.

Depuis quelques années la Foire internationale de Lomé est passée de biennale à annuelle, avec une fréquentation de plus en plus importante des exposants étrangers.

### *Comment la Foire internationale de Lomé est-elle devenue si attractive ?*

Ce passage de biennale à annuelle est un désir des exposants. La Foire de Lomé est devenue si attractive grâce à la promotion qu'on y fait, à l'intérêt que le Ministère du Commerce et de la Promotion du secteur privée en particulier et du gouvernement en général y accorde et grâce aux exposants qui sont toujours satisfaits de leur passage sur le site de Togo 2000 et aux nombreuses innovations.

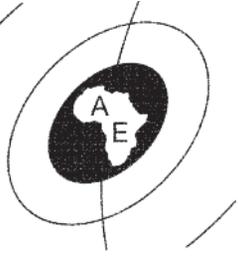
### *Que nous réservez vous pour la prochaine édition ?*

Que de surprises

### *Avez-vous un mot de fin ?*

Merci pour votre accompagnement, merci à tous ceux qui œuvrent pour la promotion de la Foire Internationale de Lomé.





# Les propositions du Président Ajavon **pour relancer l'économie béninoise**

**Le taux de croissance de l'économie béninoise doit atteindre ou passer la barre des 10% en 2013. Le président du Conseil National du Patronat du Bénin (CNP) Sébastien AJAVON inscrit ce challenge au fronton de ses ambitions.**

**Daniel DJAGOUÉ**

**U**n géant dans le monde des affaires, Président Directeur Général de CAJAF COMON et Patron des chefs d'entreprises béninoises, Sébastien Ajavon a, dans son message de vœux de nouvel an posé un diagnostic clair et précis des maux qui minent l'économie béninoise. Ensuite, il a fait des propositions pour changer la donne et porter la croissance économique du pays à deux chiffres avant la fin de l'année en cours. Les 29,30 et 31 Octobre 2012, ce dernier a pris activement part à la table ronde organisée sur et pour la relance de l'économie béninoise. En son temps l'homme d'affaires a, aux côtés du président Boni Yayi apporté sa précieuse contribution pour la tenue et le bon déroulement des échanges. Pour la petite histoire, l'objectif général de la Table ronde est d'établir, avec le concours et sur la base des propositions des opérateurs privés eux-mêmes, les conditions de développement et de compétitivité du secteur privé ainsi que les mesures spécifiques tendant à la faire participer davantage dès le court terme, à la croissance économique. Selon Sébastien Ajavon, le Bénin dispose d'un atout formidable qui est sa proximité avec le Nigeria. Il propose alors de revenir au paradigme de l'environnement géographique particulier du Bénin et savoir l'exploiter avec ses spécificités. Le facteur qui pourrait constituer le



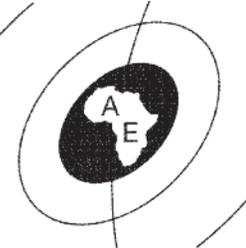
Le Président Ajavon Sébastien

plus gros frein à la croissance à deux chiffres, aux dires du président du Cnp, est l'administration béninoise qui, malheureusement, n'est pas une administration de développement. Il en déplore l'inertie et l'immobilisme et propose un changement d'approche qui, reste et demeure un défi majeur pour sortir du marasme actuel. « Au Bénin, un taux de croissance à deux chiffres reste une condition nécessaire à un développement économique. Seule la croissance pourra permettre la prospérité partagée qui sera un indicateur du bonheur de chacun de nos concitoyens. C'est cette valeur ajoutée globale, qui partagée, pourra se traduire sous forme de hausse de salaires pour les salariés, de hausse de bénéfices pour les entreprises, de hausse de recettes

fiscales pour l'Etat béninois et par la même occasion, de hausse des salaires pour les fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat. » souligne le président AJAVON avant de préciser que « S'il est vrai que le secteur de l'importation contribue pour une large part aux recettes de l'Etat, c'est aussi le secteur qui dans le très court terme pourra aider l'Etat à atteindre un taux de croissance à deux chiffres, capable d'impulser par la hausse des recettes douanières et fiscales ; le capital nécessaire pour les actions de développement endogène à entreprendre. » Le taux de croissance à deux chiffres n'est pas une utopie, croit fermement l'homme d'affaires.

## **Qui est Sébastien Ajavon ?**

Administrateur Général des sociétés CAJAF SA, COMON SA, COCAS limited CALASG, Directeur Général de la société SOCOTBAC et fondateur du Centre International de Football AJAVON Sébastien (CIFAS), ce puissant homme d'affaires est aussi le père de la Fondation AJAVON Sébastien Germain (ASG) qui s'investit énormément dans le social depuis sa création. Opérateur économique de renom, il a réussi à inscrire son nom dans l'annuaire de ceux qui auront créé des milliers d'emplois au Bénin. Ses projets pour le Bénin et surtout pour la promotion du social à travers sa fondation sont innombrables. Sa contribution à la relance de l'économie béninoise se chiffre à des dizaines de milliards de francs CFA grâce à l'impôt et autres droits fiscaux qu'il verse à l'Etat béninois.



## L'interlocuteur des organisations sous-régionales

**Le patron du groupe NSIA, Jean Kacou Diagou a une vision intégratrice de l'économie sous régionale. De quoi amener les entreprises nationales à un niveau international..., avec la FOPAO comme principal interlocuteur des organisations sous-régionales.**

Sy SAVANEY

**I**l existe une institution qui monte en puissance les escaliers en s'imposant dans les grands milieux d'affaires. Son nom : Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest. Son patron M. Jean Kacou Diagou ambitionne d'en faire « l'interlocuteur privilégié et unique des organisations sous-régionales. »

Le patron du groupe NSIA, Jean Kacou Diagou a une vision intégratrice de l'économie sous régionale. De quoi amener les entreprises nationales à un niveau international..., avec la FOPAO comme principal interlocuteur des organisations sous-régionales

« Si nous parvenons à réussir une vraie intégration en favorisant l'émergence de champions sous-régionaux capable de rivaliser avec les groupes internationaux, nous aurons un marché assez vaste pour amener les entreprises au niveau international » a déclaré Jean Kacou Diagou, président de la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPAO), lors de l'assemblée générale de la FOPAO tenue à Lomé début janvier. Une vision claire et porteuse. Dans un contexte de mondialisation où tous les pays africains et plusieurs régions du monde s'efforcent de parvenir au développement, ou du moins à l'émergence, l'Afrique de l'ouest doit mettre toutes les chances de son côté. Pour y parvenir, il faudrait, "donner la parole au secteur privé à tous les niveaux", précise le président du groupe NSIA, qui souligne : « Nous sommes convaincus qu'avec un peu d'intelligence, notre sous-région est capable d'être le moteur de la croissance de toute l'Afrique » souligne le patron du groupe NSIA.

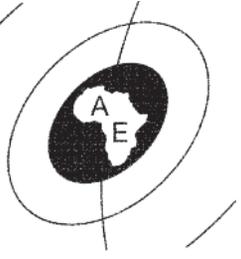
Ces dernières années la CEDEAO et l'UEMOA s'attèlent à travers plusieurs



Table d'honneur de la dernière Assemblée Générale de la FOPAO

réformes, à réaliser l'intégration économique et monétaire sous régionale. Toutefois, ces réformes manquent de tenir compte du point de vue des organisations patronales, parce qu'il y en manquait de crédibles. Justement, c'est à ces manquements que la FOPAO cherche à palier. Elle œuvre pour jouer sa partition aux côtés de ces institutions sous régionales afin de réaliser une intégration qui tiennent compte de tous. Depuis deux ans, elle a réussi à remettre sur les rails les organisations patronales membres tout en donnant à elle-même de la visibilité. Il ne reste plus qu'à poursuivre le travail de lobbying auprès de l'UEMOA et la CEDEAO pour leur demander de "concrétiser leurs promesses en octroyant un siège d'observateur à la FOPAO", qui a son mot à dire. Ce qui éviterait de concevoir des textes qui ne tiennent pas compte ni des réalités du secteur privé ni de la philosophie des organisations patronales. Et Jean Kacou Diagou de relever : « Nous estimons qu'on ne peut pas parler de l'environnement du monde des affaires, du secteur privé, du développement de la sous-région sans écouter les entreprises, sans connaître leurs besoins et leurs soucis ». Ecouter le secteur privé et tenir compte des préoccupations des

entreprises de ce secteur est d'autant plus vrai et d'autant plus pertinent que dans la zone UEOMOA et dans la CEDEAO, le secteur privé est le principal pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses. « Ce sont les entreprises qui créent de la richesse dans nos États. C'est par nos impôts que nous rendons nos États forts ou faibles. Nous considérons que nous devons être co-gestionnaires de nos économies », pense Jean Kacou Diagou. Face aux barrières linguistiques et juridiques auxquelles cette intégration devra faire face, il propose l'harmonisation et l'unification des politiques sociales, fiscales, et juridiques : « À partir du moment où nous voulons créer un marché unique, une intégration la plus totale du droit des affaires doit être mise en place. Aujourd'hui, nous avons l'OHADA pour les pays francophones. Sur le plan fiscal aussi, il faut une harmonisation au niveau intérieur et extérieur. En fin de compte, il faudra une unification de la politique budgétaire comme cela se fait dans l'union européenne. Surtout, on a besoin d'une monnaie commune pour faciliter les transactions. Il faudra parvenir à l'harmonisation et à l'unification des politiques sociales, fiscales, juridiques... ».



# Vers les sommets **de la performance**

**Cadre supérieur en Communication, Marketing, et Gestion des Entreprises, Mme Honorine Attikpa, la Directrice générale de la Loterie Nationale du Bénin prouve à la face du monde tout le bien que pense d'elle le père de la nation béninoise en la hissant à ce fauteuil. Le point d'une gestion transparente.**

**Wilfried D. CRECEL**

**L**e 22 janvier dernier, lors d'une conférence, bel exemple de gestion axée sur les résultats, la presse a pu savourer le bilan élogieux d'une gestion de 17 mois à la tête de cette société d'Etat. En nommant ce jour de juillet 2011 Honorine Hounnonkpè Attikpa à la tête de la Lnb, le Chef de l'Etat, Docteur Boni Yayi se doutait-il alors qu'il confiait les rênes de cette société d'Etat à une femme solidement attachée aux idéaux de la Refondation et aux principes sacro-saints de la Gestion axée sur les résultats (GAR) ? Nul ne saurait le dire.

Toujours est-il que 01 an et 05 mois plus tard, Honorine Attikpa, grâce à une méthode de travail rigoureuse portée par ces principes chers au Chef de l'Etat, a réussi à insuffler un souffle nouveau et un dynamisme indéniable à cette société qu'elle dirige de main de maître. GAR chevillée au corps, Honorine Attikpa a pu, à travers les grandes lignes d'une politique de gestion axée sur les résultats, réussir à orienter cette société publique vers les sommets de la performance. En témoigne, le bilan élogieux, réalisé par Honorine Attikpa et l'ensemble de son équipe et dont, reddition des comptes oblige, l'intégralité a été présentée aux

hommes des médias. Point-phare de ce bilan, le chiffre d'affaires de la société qui ces 17 derniers mois n'a cessé de croître.

Pour les 05 derniers mois de 2011 par exemple, 3.957 113 627 FCFA ont été réalisés contre 3 650 412 182 FCFA pour la même période de 2010, soit une augmentation de 8,40%. Pour les 12 mois de 2012, le montant est de 8 987 466 851 FCFA, soit une augmentation de 6,99% par rapport à l'exercice 2011. Pendant 17 mois de gestion, Honorine Attikpa a ainsi pu, avec le concours de son personnel, faire enregistrer un accroissement du chiffre d'affaires cumulé de 893 994 287 FCFA. Un résultat satisfaisant que vient renforcer la conception d'un plan de formation, des sessions de renforcement des capacités, la dotation de la Maison de la Chance d'un plan stratégique de développement. L'on ne saurait oublier la meilleure visibilité et la bonne presse dont jouit cette institution de l'Etat au sein des populations. L'application de la loi réglementant les jeux de hasard, d'argent et de pari au Bénin, encore moins les actions sociales tout azimuts organisées sur le territoire béninois, sont entre autres actions, qui donnent au slogan « les lots aux gagnants, les



Honorine Attikpa

bénéfices à toute la nation », un sens profond. Après avoir hérité d'une société marquée par la décroissance du chiffre d'affaires, la non maîtrise des charges, l'insatisfaction face aux prestations de fournisseurs et partenaires, pour ne citer que ces quelques insuffisances, il importe d'avouer que Mme Attikpa a réussi à en faire un modèle de gestion et de transparence.

Consciente que rien n'est fait tant qu'il reste à faire, la DG/Lnb a dévoilé ses ambitions de mettre en œuvre les grandes orientations du Plan décennal de développement de la Loterie pour le rayonnement continu de cette société. Qu'il s'agisse de la poursuite des réformes, de l'intensification des actions de communication et de marketing, du lancement de nouveaux jeux, de l'extension de leur réseau de distribution ou de la veille technologique, ces défis, Mme Attikpa ambitionne de les relever en restant solidement attachée aux principes de la GAR et aux principes de la refondation qui lui ont si bien réussi ces 17 derniers mois.



# PORT AUTONOME DE COTONOU

Avenue de la Marina 01 BP 927 Cotonou (R.BENIN)

E-mail: [pac@leland](mailto:pac@leland) - [www.portdecotonou.com](http://www.portdecotonou.com)



**APPEL  
GRATUIT**

**24H/24  
7 jours/7**

**81 00 00 00**

**A VOTRE ECOUTE POUR TOUS VOS RENSEIGNEMENTS**

**21 31 85 60**

**INFORMATIONS GENERALES \* ASSISTANCE**

**\* RECLAMATIONS**

**TOUS POUR LE PORT DE COTONOU,  
LE PORT DE COTONOU POUR TOUS.**

**REPRESENTATIONS**



**Niger**

**BP: 12963 Niamey**

**Tel.: (+227) 20 96 62 61 - 20 92 30 50**

**Fax: (+227) 20 74 34 29**

**E-mail: [adjimba@catniger.ne](mailto:adjimba@catniger.ne)**



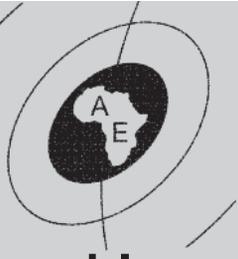
**Burkina Faso**

**01 BP: 6327 Ouagadougou**

**Tel.: (+226) 50 30 45 15 - 78 83 31 44**

**Fax: (+226) 50 39 90 79**

**E-mail: [porcotonourepburkinafaso@yahoo.fr](mailto:porcotonourepburkinafaso@yahoo.fr)**



# L'emploi des jeunes en Afrique : « Potentiel, problèmes et Solutions »

Lionel Kpenou Chobli

L'Afrique compte 200 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, soit plus de 20 % de la population. Le continent connaît une croissance rapide de sa population et est entré dans une phase de lente transition démographique qui va augmenter la pression à laquelle les pays sont confrontés en termes de création d'emploi. La grande majorité des jeunes sont des ruraux qui travaillent principalement dans l'agriculture où ils représentent 65 % de l'emploi total. La jeunesse africaine ne forme toutefois pas un groupe homogène et ses perspectives d'emploi varient en fonction de plusieurs facteurs (région, sexe, niveau d'instruction, etc.), ce qui implique des interventions différenciées de la part des pouvoirs publics. Néanmoins, le jeune Africain médian est facilement identifiable : c'est une jeune femme de 18 ans 1/2 habitant dans une région rurale, sachant lire et écrire mais ne faisant pas d'études.

## Une compilation de faits et de statistiques semblent montrer que :

- Les jeunes représentent 37 % de la population en âge de travailler, mais 60 % du total des chômeurs.
- Le chômage des jeunes est beaucoup plus répandu dans les zones urbaines.
- Les jeunes ruraux ont des journées de travail plus longues et consacrent beaucoup plus de temps aux tâches domestiques.
- Les jeunes ruraux travaillant dans l'agriculture sont désavantagés par rapport à ceux qui exercent une activité non agricole.
- Les jeunes citadins ont plus de possibilités de faire des études et ils les poursuivent plus longtemps.
- Les jeunes connaissent davantage le chômage et le sous-emploi que les adultes, et sont beaucoup plus représentés qu'eux dans le secteur informel.



DR  
> Lionel Kpenou Chobli

- Les jeunes ont plus de probabilités d'avoir des journées de travail plus longues et d'occuper des emplois intermittents ou précaires, caractérisés par une productivité et une rémunération faibles.
  - Parmi les jeunes, les femmes ont des journées de travail plus longues et ont plus de probabilités de se trouver en sous-emploi ou de ne pas faire partie de la population active.
  - Les jeunes commencent à travailler tôt (un quart des enfants de 5 à 14 ans travaillent), en particulier en milieu rural.
  - Les jeunes migrants ont davantage de probabilités d'être au chômage ou de ne pas faire partie de la population active que leurs homologues non migrants.
  - Dans la tranche d'âge des jeunes, les femmes et les ruraux sont confrontés à des difficultés encore plus importantes, particulièrement en raison des maternités précoces et du manque d'opportunités d'éducation et d'emploi.
- Beaucoup de jeunes quittent la campagne pour la ville dans l'espoir d'y trouver des emplois et de meilleures conditions de travail. Mais parce que la plupart des pays ne se sont pas encore engagés sur la voie de l'industrialisation, les centres urbains ne sont pas en mesure de créer une grande masse d'emplois. Par conséquent, à court terme, seules les activités rurales, agri-

coles ou non, peuvent effectivement créer des emplois pour la plupart des nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Compte tenu des difficultés que rencontrent les jeunes sur les marchés de l'emploi, seul un ensemble d'actions concertées sur le long terme, couvrant un large éventail de politiques et de programmes, permettra de leur assurer un emploi. Des interventions fragmentées et isolées ne peuvent en aucun cas déboucher sur un succès durable.

Une stratégie intégrée de développement rural, de croissance et de création d'emplois représente non seulement une nécessité mais constitue de fait le fil directeur primordial qui doit guider l'action des pouvoirs publics. Cette stratégie devra couvrir les deux aspects de l'offre et de la demande du marché du travail, et tenir compte de la mobilité des jeunes vers les zones urbaines. Elle devra aussi être associée à des interventions ciblées aidant les jeunes à surmonter les handicaps qu'ils rencontrent pour entrer sur le marché du travail et s'y maintenir. D'après un inventaire des actions entreprises pour insérer les jeunes sur le marché du travail, il semble qu'une approche globale, axée sur la fourniture de services multiples, donne de meilleurs résultats que des interventions fragmentées. En Amérique latine, les programmes ont fait l'objet de nombreuses analyses et été salués comme une réussite pour l'aide apportée aux jeunes travailleurs des pays en développement. Ils utilisent un modèle keynésien, qui cible les jeunes économiquement défavorisés, encourage la participation du secteur privé et stimule la concurrence entre les prestataires de services de formation. Ces programmes ont permis d'améliorer le placement et la rémunération des jeunes, mais ils sont devenus particulièrement coûteux pour certains pays, qui les ont remplacés par des interventions plus



modestes et plus ciblées.

L'agriculture moderne offre un potentiel très important de création d'emplois et de richesse, et peut absorber un grand nombre de jeunes candidats à la migration ou de jeunes qui font actuellement ployer les villes sous le sous-emploi. Un choix judicieux d'investissements à forte intensité de main-d'œuvre dans l'agriculture et d'autres activités rurales non agricoles peut créer des opportunités immédiates d'emplois à court terme, plus accessibles aux jeunes. Combinée à des stratégies de développement économique appropriées au niveau local, cette approche peut permettre de créer des emplois plus nombreux et plus durables.

Il faut pour cela élaborer des stratégies qui rendent l'option agricole suffisamment attractive pour que les jeunes s'y engagent ; il faut en particulier réduire l'importance de l'agriculture de subsistance et promouvoir la commercialisation et les gains de productivité par l'innovation technologique et l'appui des infrastructures.

En créant des emplois et en élargissant leur offre éducative, les régions rurales peuvent devenir plus attrayantes pour les jeunes travailleurs, ce qui à la longue freinera l'exode rural. Cette migration représente un problème extrêmement important et les gouvernants doivent s'efforcer de la ralentir afin d'empêcher la progression du chômage et du sous-emploi des jeunes dans les centres urbains et d'éviter que les conditions de vie ne se dégradent davantage dans les villes africaines déjà surpeuplées. Investir dans l'éducation rurale créera également des opportunités permettant aux ruraux de migrer dans de meilleures conditions et de contribuer à la croissance économique des villes.

En dehors de développer les emplois ruraux, il est nécessaire d'améliorer le cadre de l'investissement et l'environnement macroéconomique, d'encourager et soutenir l'esprit d'entreprise et le secteur informel, d'améliorer l'accès à l'éducation et à la formation, de prêter attention aux problèmes démographiques, notamment à la maternité précoce, de s'attaquer au problème des jeunes aux prises avec la violence et les

conflits, et d'améliorer la situation des marchés de l'emploi.

Telles sont les mesures les plus urgentes que les pouvoirs publics doivent prendre pour remédier durablement aux problèmes de l'emploi des jeunes en Afrique.

Ceci dit, cela ne saurait se faire dans la négligence des aspirations des jeunes eux-mêmes. Des aspirations clairement définies et plutôt bien réparties aux qua-

tre coins du continent : démocratie participative, respect des droits, accès à la culture et aux loisirs, levée des pesanteurs sociales, soins de santé accrus et bien entendu, l'outil de référence de toute une génération : l'Internet et ses multiples applications qui favorisent l'éveil, la curiosité, la mobilité et bien sûr une certaine forme de citoyenneté nouvelle qui pourrait gêner aux alentours les classes dirigeantes.

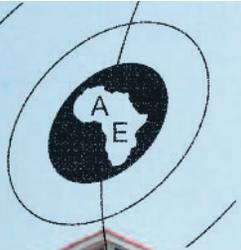


#### *Notre mission*

Gérer efficacement la demande du transport maritime en vue de protéger les intérêts des chargeurs en rapport avec le port, le navire, le transport intérieur et autres problèmes maritimes

#### *Notre vision*

Assurer la livraison rapide, sûre et fiable des importations et exportations des marchandises aux destinataires per tous les modes de transport à un prix optimum



# Un tour au "Millénium Popo Beach Hôtel"



**A environ 4 kilomètres de la frontière d'Hillacondji (Frontière Bénin-Togo) se dresse un somptueux hôtel : Millénium Popo Beach Hôtel.**

**Sy SAVANEY**

Cette infrastructure hôtelière a été inaugurée le 5 Mai 2012 à Agoué, un arrondissement de la commune de Grand-Popo. Etaient témoins de l'événement, le Président de la République du Bénin Boni Yayi, le Ministre de la culture, de l'alphabétisation et du tourisme, Jean Michel Abimbola, le Maire de la commune de Grand-Popo, Benjamin Ablo sans oublier le Président directeur général de l'hôtel, Benoît Kouassi.

D'une capacité de 65 chambres, 16 suites ministérielles, 15 suites présidentielles, une piscine olympique et une aire de jeu, cet hôtel s'étend sur une superficie de 5 hectares avec une verdure de 8.500 m<sup>2</sup>. Pour Benoît Kouassi, l'idée de la construction d'une telle infrastructure est née de la volonté de hisser la commune de Grand-Popo en général et l'arrondissement d'Agoué en particulier au rang des grands sites touristiques du Bénin. "Millénium Popo Beach Hôtel est entre autres ce que nous avons voulu modestement faire pour honorer notre terre natale d'Agoué et notre commune natale de Grand-Popo", a-t-il dit. L'érection de ce genre d'infrastructure hôtelière comble le manque criard d'hôtels de haut standing au Bénin. Et cette avancée notable en matière de tourisme vient rehausser surtout l'image de Grand-Popo. Aussi, l'hôtel va-t-il contribuer à la satisfaction des clients et constitue-t-il une véritable opportunité d'emploi pour la couche juvénile du terroir. Il participe également au rayonnement de l'arron-

dissement d'Agoué et à l'agrandissement du flux touristique.

## **Millénium Popo Beach Hôtel**

Sur le littoral et dans un cadre verdoyant, propice au repos et au travail se dresse le Millénium Popo Beach Hôtel, au Bénin. L'hôtel jouit d'une situation unique avec ses bungalows modernes issus de la pure tradition Popo. Toutes ses chambres, ses suites ministérielles et présidentielles offrent tout le confort nécessaire avec un accès libre et haut débit internet. Il dispose également d'un parking gratuit de plus de 200 places. Au plaisir, son bar panoramique et/ou sa terrasse ombragée, et ses tables top modernes sont disponibles 24h/24 pour procurer l'un des différents menus proposés au quotidien. Pour les repas de séminaires ou autres besoins de restaurant, l'hôtel dispose d'un service traiteur qui compose attentivement des mets équilibrés et adaptés à tous les goûts. Les salles de Conférences sont à la hauteur des rencontres de haut niveau sans oublier son night club extrêmement moderne.





# The New York Forum<sup>®</sup>

June 14-16, 2013  
Libreville, Gabon

## AFRICA

Plus de 700 décideurs économiques, financiers et politiques prennent date pour se réunir du 14 au 16 juin à Libreville, au Gabon, pour la deuxième édition du New York Forum AFRICA. À l'initiative de Richard Attias & Associates, sous le Haut Patronage Effectif du Président Ali Bongo Ondimba et en collaboration avec le gouvernement

des thèmes abordés lors du forum dont la forme unique et très interactive permettra de bâtir une feuille de route à la veille du G8.

Pour la deuxième édition du New York Forum Africa, un accent particulier sera mis sur l'importance du tissu économique local africain, en particulier les Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui représentent 90% du secteur privé

sur le continent. Le Président Ali Bongo Ondimba souligne : « Le Forum devra stimuler l'innovation et s'assurer que l'Afrique génère de nouveaux produits, de nouveaux talents et de nouvelles opportunités. Ils devront inspirer la génération actuelle de chefs d'entreprises, mais aussi les leaders de demain » Alors que depuis sa création en 2010, le New York Forum s'intéresse particulièrement aux challenges économiques et financiers, les thèmes cette année seront plus larges ajoute Richard Attias, Fondateur du New York Forum : « En 2012 nous avons amorcé les opportunités d'affaires et établi les bases d'une relation de confiance entre investisseurs et décideurs africains. Les questions fondamentales cette année se situent autour de la capacité



Richard Attias et Ali Bongo lors de la première édition du NYFA

du Gabon, plus de 700 leaders internationaux sont attendus à Libreville les 14, 15 et 16 juin prochain. Cet événement se veut être le plus grand rassemblement de décideurs économiques, capitaines d'industries, jeunes entrepreneurs, fonds d'investissement, décideurs politiques, médias internationaux, experts et économistes, tous acteurs du développement économique africain et de ses défis.

Le Forum se tiendra en marge du Sommet de la CEMAC qui réunira les Chefs d'Etats et Ministres des Finances des pays de l'institution régionale. La transparence des échanges, la gouvernance et la sécurité des personnes, l'entrepreneuriat, le rôle des femmes, feront partie

tales cette année se situent autour de la capacité à concrétiser au niveau local, régional et continental. Nous aurons par ailleurs un regard particulier sur l'essor de la classe moyenne africaine, sur les jeunes et sur tous les domaines créateurs d'emploi sans oublier l'art et la culture."

Véritable « laboratoire d'idées » au service du développement de l'Afrique, le New York Forum AFRICA entend proposer des solutions innovantes pour soutenir le développement d'un continent qui a déjà su saisir les opportunités de la nouvelle économie et faciliter les investissements internationaux par une meilleure connaissance des projets en cours.



SUIVEZ NOUS SUR  
FACEBOOK  
[facebook.com/lydialudic](https://facebook.com/lydialudic)



# ESPACES DE JEUX ET DE LOISIRS

BÉNIN · BURKINA FASO · BURUNDI · CÔTE D'IVOIRE · NIGER · R.D. CONGO · TOGO · PARAGUAY

[www.lydialudic.com](http://www.lydialudic.com)



# TOGO CELLULAIRE

# 3G

HAUT DÉBIT



## DÉCOUVREZ CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT

INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



LE LEADER